

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°2024 MERCREDI 28 MAI 2014

Revendications

Des ouvriers chinois remontés contre leur employeur



Les manifestants devant l'ambassade de Chine au Congo

Un groupe d'ouvriers chinois travaillant pour le compte de l'entreprise China Corporation and Equipment Company (CSCEC), une des sociétés en charge de travaux de construction du stade de Kintélé, a manifesté hier devant l'ambassade de Chine pour solliciter la médiation de leur représentant au Congo.

Ces ouvriers chinois, arrivés au Congo il y a deux semaines, accusent leur patron, Sudong Song, de ne pas respecter les engagements pris concernant leur rémunération et la prime d'équipement. « Nous sommes venus manifester devant notre ambassade pour que nos autorités sachent que nous sommes maltraités par notre employeur. En venant au Congo, il était prévu que nous devrions être payés à 3500 dollars. D'où vient-il qu'arrivés à Brazzaville tout a changé et il nous propose 1000 dollars ? », a expliqué un des ouvriers. [Page 4](#)

PRÉLIMINAIRES CAN 2015

Les Diables rouges promettent la victoire face à la Namibie

Habités à faire vivre d'espoir le public congolais par des promesses de qualification souvent non tenues, les Diables rouges ont pris, lundi, devant le ministre des Sports, Léon Alfred Opimbat, l'engagement de ne pas décevoir les férus du football à qui ils promettent une victoire le 1er juin à Pointe-Noire où ils rencontreront les Namibiens pour la phase retour des préliminaires de la CAN 2015.

Battus 0-1 à la manche aller, les poulains de Claude Le Roy qui se disent déterminés à renverser la vapeur ont exprimé leur hargne de vaincre la Namibie pour espérer se qualifier au second tour de la compétition.

« C'est vrai que nous n'avons pas fait un grand match à l'aller. Mais au retour nous n'allons pas décevoir », a promis le défenseur central des Diables rouges, Maël Lépicier, au sortir d'une séance d'entraînement lundi. [Page 16](#)

Politique française

Jean-François Copé démissionne de la présidence de l'UMP

Ébranlé par l'affaire « Bygmalion », qui ne cesse de prendre de l'ampleur, le président de l'UMP (Union pour un mouvement populaire), Jean-François Copé a annoncé hier qu'il quittait son poste. Son départ sera effectif le 15 juin prochain, en attendant l'élection d'un nouveau leader, lors d'un Congrès exceptionnel prévu en octobre. Avant de connaître le nouveau patron de ce parti de droite, l'UMP sera provisoirement dirigée par un triumvirat Fillon-Raffarin-Juppé. [Page 8](#)



MAGISTRATURE

Le président de la République entérine la révocation de deux magistrats

Un décret signé en date du 21 mai 2014 par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso a entériné la révocation de la Magistrature congolaise d'Henri Bonaventure Mbemba et de Lucien Sosthène Kombila Moussavou, tous deux magistrats de 3ème grade, 4ème échelon. Leur révocation avait été décidée le 29 avril dernier par le Conseil supérieur de la magistrature qui leur reprochait de manquement grave au devoir, à l'honneur, à la discipline et à la délicatesse.

ASSAINISSEMENT DE BRAZZAVILLE

Les chefs de quartiers invités à s'impliquer

Dans la recherche de solutions à la lancinante question d'assainissement dans la ville capitale, l'Agence intergouvernementale panafricaine (EAA) veut compter non-seulement sur les conseillers techniques et autres acteurs des arrondissements, mais aussi sur les chefs de quartiers. Dans cette vision, les uns et les autres ont été conviés hier à une séance de sensibilisation à l'occasion de laquelle l'EAA les a conduits dans une réflexion sur la gestion urgente des déchets ménagers dans la ville, en attendant des solutions durables. [Page 3](#)

CRISE CENTRAFRICAINE

Le président du CNT préoccupé par la détérioration de la situation

En séjour à Brazzaville où il prend part aux assises de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, le président du Conseil national de transition (CNT) de la République centrafricaine, Alexandre Ferdinand N'Guendet, a déploré la détérioration de la situa-

tion sécuritaire à l'origine d'un exode forcé des milliers de ses compatriotes.

Reçu tour à tour en audience par le Secrétaire général du Parti congolais du travail, Pierre Ngolo, et par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso,

Alexandre Ferdinand N'Guendet, a affirmé la volonté des autorités de transition qui multiplient les efforts pour permettre à tous les Centrafricains se trouvant à l'extérieur, de regagner le pays. [Page 2](#)

ÉDITORIAL

Oui (1)

Page 2

ÉDITORIAL

Oui (1)

Tout bien pesé, ayant observé avec attention la scène politique congolaise et écouté les arguments pour ou contre qui s'échangent depuis des mois sur le sujet, nous en venons, nous aussi, à penser que le temps est venu de modifier la Constitution qui régit notre République. Non pour augmenter seulement le nombre des mandats présidentiels, comme cela se murmure ici et là, mais parce que les changements en cours dans la société congolaise rendent manifestement nécessaire une adaptation de nos institutions aux réalités de ce temps. Essayons de résumer les arguments qui viennent étayer cette conviction.

1. Au terme de quinze années de reconstruction intensive, le Congo d'aujourd'hui est très différent du Congo d'hier. Grâce au programme de la « municipalisation accélérée », les départements ont acquis une autonomie réelle qu'il serait bon de traduire dans les institutions. Inscrire de façon concrète et non théorique la décentralisation parmi les fondements de la République serait faire preuve de réalisme autant que de sagesse. Cela permettrait d'alléger la pesanteur naturelle d'un système où les pouvoirs se trouvent concentrés entre les mains de technocrates n'ayant que peu de rapports avec le peuple.

2. Toujours dans le même ordre d'idées, il est temps, nous semble-t-il, d'« africaniser » les institutions représentatives de la République. Copié purement et simplement sur les constitutions occidentales, le texte fondamental qui nous régit présentement ne laisse pas la moindre place, en effet, aux institutions traditionnelles sur lesquelles repose pourtant notre société depuis la nuit des temps, institutions qui demeurent bien vivantes comme l'ont montré les nombreuses « rencontres citoyennes » organisées ces derniers mois sur toute l'étendue du territoire national et auxquelles nous avons assisté en qualité d'observateurs.

3. Dès lors que le choix des hommes ou des femmes qui nous gouvernent n'est pas imposé au peuple congolais de façon arbitraire, mais dépend du libre vote de chaque citoyen ou citoyenne, la limitation artificielle du nombre de mandats présidentiels tout comme la fixation d'un âge maximum pour administrer le pays n'ont strictement aucun sens. L'une comme l'autre sont non seulement antidémocratiques, mais apparaissent totalement décalées par rapport à la réalité moderne étant donné l'allongement de la durée de vie dont chacun d'entre nous bénéficie.

La suite au prochain numéro, c'est-à-dire demain.

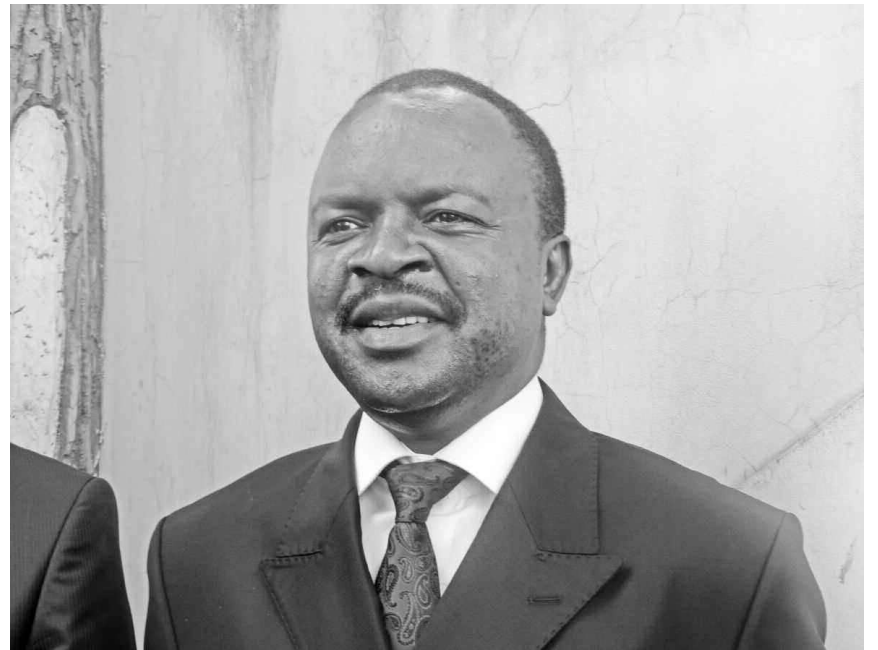
Les Dépêches de Brazzaville

RCA

Le président du Parlement de transition déplore la détérioration de la situation

En séjour à Brazzaville pour prendre part aux assises de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), le président du Conseil national de transition (CNT) de la République centrafricaine, Alexandre Ferdinand N'Guendet, s'est entretenu, le 27 mai, avec le Secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Ngolo.

Les deux personnalités ont passé en revue des questions liées à la situation sécuritaire et humanitaire en République centrafricaine. Abordé par les journalistes à l'issue de l'audience, le président du CNT a affirmé que près d'un million de Centrafricains ont quitté leurs villes d'origine du fait des conflits. Ils sont dans d'autres villes pour les uns et hors du territoire national pour les autres, notamment dans les pays voisins : République du Congo, Cameroun et Soudan. Les autorités de transition, a-t-il affirmé, sont en train de multiplier les efforts pour permettre à tous les Centrafricains se trouvant à l'extérieur, de regagner le pays. En outre, a-t-il renchéri, elles s'emploient à solliciter l'implication des forces de défense et de sécurité de leur pays, au côté des forces internationales, en vue de permettre, a-t-il insisté, de cerner certains éléments incontrôlés qui continuent de prendre l'État en otage.



Le président du Conseil national de transition de la République centrafricaine, Alexandre Ferdinand N'Guendet

Sur le plan strictement politique, Alexandre Ferdinand N'Guendet souhaite que le PCT qui soutient la philosophie du président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, se tienne toujours au courant de l'évolution de la crise centrafricaine, dans la mesure où le chef de l'État congolais est médiateur dans ce conflit.

Auparavant, le président du Conseil national de transition a été reçu par le président de la République du Congo, Denis

Sassou N'Guesso, médiateur dans la crise centrafricaine.

Par ailleurs, le président du CNT, qui est également le leader du parti politique dénommé Rassemblement pour la République, a annoncé à Pierre Ngolo la tenue du congrès de son mouvement en août prochain, à Bangui. Le Secrétaire général du PCT a marqué la disponibilité de son organisation pour être présente à ces assises.

Roger Ngombé

ÉCONOMIE FORESTIÈRE

Adoption du budget 2014 du Cniac

Les administrateurs du Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques (Cniac) ont adopté le budget exercice 2014 de la structure, établi à 892 655 315 FCFA.

Au cours de cette onzième session, ils ont également examiné le programme d'activités 2014. Selon le président du comité de gestion du centre, Jacques Kanwé, ce programme s'articule autour des axes stratégiques qui fondent du Cniac, principal outil du gouvernement pour la mise en valeur sur des bases durables des ressources forestières et fau-

niques du pays. Jacques Kanwé a souligné que « le Cniac [avait] déjà fait un parcours significatif qui consolide aujourd'hui son processus d'opérationnalisation, ce qui lui permet de contribuer, aux côtés d'autres entités de l'administration forestière, à maintenir le leadership de notre pays dans les domaines de l'aménagement forestier durable, de la certification et de la gestion d'une base de données cartographiques soutenue par le système d'information géographique et la télédétection. »

L'opérationnalisation du Cniac, a-t-il poursuivi, permet de conduire désor-

mais des initiatives nationales appuyées par des financements internationaux. Parmi celles-ci, il a cité le Projet d'appui à la gestion durable des forêts du Congo, le Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du bassin du Congo, le Programme national pour l'appui au processus de réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+) et l'Inventaire forestier national.

La quarantaine de membres que compte le Cniac ont pris part à la session.

R.Ng.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeja n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétaire : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

AFFAIRES

Des Tunisiens, Français et Burkinabés en prospection au Congo

Sur invitation du Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE), une délégation d'hommes d'affaires de Tunisie, de France et du Burkina-Faso sont au Congo, en mission de prospection.

Objectif de ce séjour : nouer des partenariats qu'ils souhaitent durables entre eux et les entreprises congolaises, ils procèdent

27 mai à la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Yvonne Adélaïde Mougany. La visite de travail a duré près d'une heure trente minutes.

« Ce sont des entreprises aux profils variés qui souhaitent réellement repartir chez elles avec des partenariats fructueux en poche. Nous avons été saisis

ce voyage. Et nous avons accepté, étant entendu que ce type de voyage rentre bien dans le cadre de la mission du PADE », a indiqué Joseph Mbossa.

Le Pade a sauté sur cette occasion qui coïncide avec son objectif de promotion des investissements. Cette première expérience ouvre la voie au PADE d'aller à la rencontre des partenaires désireux

en main, les initiateurs du projet pourraient ramener au Congo des investisseurs qui devront nouer des partenariats et s'installer au Congo.

Des relations gagnant-gagnant

Ces hommes d'affaires de Tunisie, France et Burkina Faso ont réaffirmé en commun leur volonté de nouer des relations ga-

couplé de transfert de technologie, pour la promotion du secteur privé », a déclaré l'un des chefs d'entreprises. Cependant, ils ont relevé qu'il ne leur a pas été facile de réunir les locaux car le tissu des PME au Congo n'est pas encore suffisamment développé.

Le Congo se présente comme une terre propice pour les investisseurs en prospection qui le justifient par le taux de croissance toujours en hausse. À terme, il est question pour eux, de trouver des relais pour évacuer leurs produits avant d'envisager des partenaires locaux pour s'implanter.

Le ministre des PME du Congo a rassuré ces potentiels partenaires des opportunités d'affaires au Congo dans plusieurs domaines. « Ce ne sont pas les opportunités d'affaire qui manquent ici. Nous disposons d'un plan national de développement (2012-2016) où repose l'économie nationale. Il y a aussi un programme de mise en œuvre de la diversification de l'économie congolaise. Tout se fait pour améliorer le climat des affaires et attirer au maximum d'investisseurs au Congo », a circonscrit Yvonne Adélaïde Mougany.

L'exposé de la ministre a été appuyé par les interventions des directeurs généraux des PME et du Centre de formalités des entreprises. Les deux cadres ont présenté les atouts et les projets structurants pour faciliter l'investissement au Congo.

Nancy France Loutoumba



Les hommes d'affaires, (photo Adiac)

à une série de rencontre avec les autorités compétentes avant d'avoir un échange avec les hommes d'affaires congolais. Le coordonnateur du PADE, Joseph Mbossa, les a présentés le

en tant que programme d'appui à la diversification de l'économie pour apporter un appui à ce voyage d'affaire par JCS réseau qui est coorganisateur de

d'investir au Congo, question d'en attirer un grand nombre.

Professionnalisme oblige, le PADE veut d'abord identifier les besoins en investissement. Avec des outils

gnant-gagnant avec leurs partenaires congolais.

« Cette visite de prospection, nous la voulons fructueuse dans un partenariat bilatéral,

ASSAINISSEMENT

La collecte des déchets préoccupe différents acteurs

Faire le point de la situation antérieure en matière d'assainissement dans les quartiers, évaluer la situation actuelle et définir les stratégies viables pour la gestion actuelle des déchets ménagers en attendant les solutions durables, tels étaient les points de discussion entre la représentante de l'Agence intergouvernementale panafricaine (EAA), Georgette Ingani, et les différents acteurs concernés à Brazzaville.

Cette rencontre, organisée le 27 mai, à Brazzaville visait à favoriser les échanges entre l'institution et les techniciens en la matière afin d'innover, de changer les comportements et d'apporter des solutions aux problèmes qui se posent aujourd'hui dans la collecte des déchets solides et vidange manuelle des fosses. « Dans cette recherche de solutions, EAA vous invite aujourd'hui à faire le point avec elle sur la matière d'assainissement, sur la problématique de la

gestion des ordures ménagères en particulier; et des déchets solides et liquides général dans vos différents arrondissements et au niveau de Brazzaville », a souligné Georgette Ingani.

Les conseillers techniques des mairies et les chefs de quartiers ont parlé des collectes en général, qui se font, selon eux, d'une manière rudimentaire malgré les moyens qui existent actuellement, ainsi que des difficultés à endiguer l'incivisme de la population, « La collecte se fait la nuit et la matin on trouve les sachets abandonnés dans les coins de rue. À Poto-Poto, par exemple, selon le conseiller technique, la situation s'est aggravée, les uns ont tenté l'enfouissement et les autres, l'incinération sans résultats. Par ailleurs, à Madiou et Mfilou, qui sont des arrondissements semi-ruraux, les parcelles abandonnées ajoutent à l'insalubrité. À Mougali, Poto-Poto, Bacongo, se pose un problème des aires de transit des or-

dures. D'où la nécessité d'en créer.

« Le problème se pose aujourd'hui avec acuité », ont-ils précisé.

Profitant de cette rencontre, le conseiller technique de Poto-Poto, Luc Gatsongo, a lancé un appel citoyen à tous les habitants de Brazzaville d'avoir l'habitude de traiter les ordures.

Le chargé de projets du bureau pays EAA, Guy Alain Goulère, a renchéri : « Ce problème se pose aujourd'hui avec la flambée démographique. Fondamentalement ça pose problème. Le constat montre que sur le terrain nous avons de sérieuses difficultés dans la gestion de stockage, de transport et d'évacuation des ordures ménagères ».

EAA est une institution partenaire de proximité pour les collectivités locales dans les 36 pays membres où évolue cette organisation. Elle accompagne les États dans l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base, d'hygiène, d'eau potable et d'assainissement.

Guillaume Ondzé

LUTTE CONTRE LA POLIOMYÉLITE

Les Congolais invités à vacciner à temps leurs enfants

Pour protéger les enfants contre la poliomyélite, le ministère de la Santé et de la population lance, le vendredi 30 mai à Ouesso, dans le département de la Sangha, une campagne nationale de vaccination dans les maisons, écoles maternelles et les marchés.

Cette campagne s'étendra sur toute l'étendue du territoire national. Elle fait suite à un constat sur le virus de la polio qui circule encore dans les pays voisins. L'opération s'effectuera en deux phases : du 30 mai au 2 juin et au mois de juillet.

Selon les organisateurs, ce vaccin est très important, car la poliomyélite est une maladie contagieuse grave. Elle est causée par un virus qui attaque surtout les membres qui, par l'effet de la maladie, s'affaiblissent au point de paralyser tout le reste du corps et même entraîner la mort de la personne. « Les principaux signes de la maladie commencent par des courbatures, notamment les douleurs dans les muscles

et les vomissements. Ainsi, les membres atteints deviennent flasques, empêchant tout mouvement », a indiqué l'un des experts tout insistant sur le fait qu'une personne atteinte de la polio peut devenir handicapée à vie et devenir une charge pour sa famille, la communauté et le pays tout entier.

Il ressort aussi qu'une personne déjà atteinte de cette maladie peut contaminer environ 200 personnes. Sur le bien-fondé de la campagne, les animateurs de cette vaccination ont relevé qu'il n'y a pas de risque et qu'elle est sans danger pour l'enfant. Cependant, selon ces experts en santé, les gestes efficaces pour éviter la maladie consistent à : laver les mains à l'eau propre et au savon, laver les fruits et légumes à l'eau propre et bien faire cuire les aliments, consommer de l'eau potable (faire bouillir l'eau ou mettre l'eau de javel), supplémenter en vitamine A et assainir les lieux.

Rock Ngassakys

REVENDIGATION SOCIALE

Les ouvriers chinois manifestent devant leur ambassade à Brazzaville

Quelques ouvriers chinois de l'entreprise China Corporation and Equipement Company (CSCEC), l'une des entreprises chinoises en charge de la construction du stade de Kintélé devant abriter les Jeux africains en 2015, ont manifesté le 27 mai devant leur représentant diplomatique au Congo.

Ces ouvriers chinois, arrivés au Congo il y a deux semaines, accusent leur patron, Sudong Song, le directeur général de la société CSCEC, de ne pas respecter ses engagements. Selon eux, à leur départ de Chine, Sudong Song leur avait promis un salaire de 1.500 Yuan soit environ 3.500 dollars. Arrivé à Brazzaville, Sudong Song a changé de langage et leur propose désormais 700 Yuan soit 1.500 dollars. Le directeur général de CSCEC aurait également promis à ses ouvriers une prime d'équipement de 50.000 FCFA dès leur arrivée à Brazzaville, chose qu'il n'a pas fait jusqu'à ce



Le complexe sportif de Kintélé où évoluent les ouvriers chinois

jour. Ces ouvriers, venus pour la plupart du Sud de la Chine, sont également confrontés à des problèmes d'alimentation.

« Nous sommes venus manifester devant notre ambassade pour que nos autorités sachent

que nous sommes maltraités par notre employeur. Nous venons de loin et en venant, nous avons fait nos calculs par rapport au montant proposé. Maintenant que nous sommes à Brazzaville, tout a changé. De

1.500 Yuan, il nous propose 700 Yuan. Nous nous opposons à ce salaire dérisoire. En outre, nous venons du Sud de la Chine, nous sommes habitués au riz mais depuis que nous sommes à Brazzaville, nous

n'avons jamais mangé à notre goût », a surenchéri un ouvrier. Ces ouvriers promettent de regagner leur pays au cas où aucune solution ne serait trouvée. Ils disent aussi qu'ils sont mal logés et éparpillés dans la ville, alors qu'on leur avait promis de les loger tous ensemble. « Depuis quelques jours, chaque fois que nous voulons manifester, il promet d'envoyer la police nous arrêter », a avancé un autre ouvrier. Saisi de la situation, Sudong Song est descendu sur les lieux et a aussitôt engagé des négociations avec les manifestants. Rappelons que la société CSCEC est l'une des entreprises chinoises auxquelles l'État congolais a confié la construction des infrastructures sportives des Jeux africains de 2015 à Brazzaville. Il s'agit notamment d'un stade de 60.055 places, d'un Palais des Sports de 10.140 places, d'un centre nautique de 2.028 places ainsi que des voies et réseaux divers. Alors que le temps presse, ces entreprises ont maille à partir avec leurs ouvriers chinois et même congolais. Ce qui sans doute aura des répercussions sur le calendrier de travail.

Tiras Andang



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CONGO

Société Générale Congo, filiale du Groupe Société Générale, vous offre la possibilité de rejoindre un groupe bancaire international avec un plan de carrière professionnelle évolutif.

Société Générale Congo, recherche un Responsable Support Projet et Organisation. L'intéressé sera rattaché au Secrétaire Général et aura pour tâches spécifiques de :

- Assister les différentes lignes métiers dans la rédaction des procédures en collaboration avec les responsables de services concernés
- Superviser la Maîtrise d'Ouvrage dans le support aux utilisateurs et les activités liés à la gestion applicative,
- Piloter les projets de SG Congo, le cas échéant, en collaboration avec les différentes lignes métiers et les plateformes basées hors Congo,
- Assurer une assistance méthodologique à la structuration et à la conduite des projets
- Participer à la conduite du changement en mettant en place les actions de communication et de formation des utilisateurs adaptées dans le cadre des nouveaux projets
- Prendre en charge des missions d'organisation au sein de SG Congo afin d'optimiser la productivité et la qualité des structures
- Piloter la conduite du changement dans le cadre de la Migration Delta V10

Profil recherché

- Justifier d'une expérience d'au moins 5 ans à un poste de Responsable de l'Organisation au sein d'un établissement bancaire

AVIS DE RECRUTEMENT

Responsable Support Projet et Organisation H/F

- Justifier d'une expérience en pilotage de projet
- Maîtriser les Systèmes d'Informations Bancaire, la maîtrise de Delta Bank serait un avantage
- Maîtriser parfaitement le français, la maîtrise de l'anglais serait appréciée

Qualités

- Rigueur et méthodologie
- Sensibilité avérée pour le travail d'équipe en mode projet
- Capacité à fédérer autour d'un projet et à animer en environnement transverse

Les postulants sont priés de déposer leur dossier de candidature sous pli fermé avec la mention « Responsable Support Projet et Organisation » au Siège de la banque sis Avenue Amilcar Cabral à Brazzaville. Ils peuvent également adresser leur candidature à l'adresse suivante: rh.sgc@socgen.com

Composition du dossier :

- Un CV
- Une lettre de motivation
- Copie légalisée des diplômes

Date limite de dépôt des candidatures :

10 Juin 2014

Société Générale Congo
Agence de Brazzaville
Avenue Amilcar Cabral
Brazzaville
République du Congo

Tél. (+242) 06 504 22 22
(+242) 06 504 22 23
(+242) 05 593 91 91
www.societegenerale.cg

Société Générale Congo
Société Anonyme
au capital de 10.000.000.000 FCFA
Siège Social :
Avenue Amilcar Cabral BP 598 Brazzaville
NIU P2011110001643081 RCCG/BZV/11B2902

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

☐ « *L'œuvre de Daniel Biyaoula est traversée par un pessimisme lumineux qui met en exergue la confrontation avec les autres cultures, mais aussi la difficulté à se réinsérer dans son milieu d'origine lorsqu'on est resté trop longtemps à l'extérieur de son pays.* »

Alain Mabanckou, écrivain congolais, Le Point, 26 mai 2014, hommage à l'écrivain congolais Daniel Biyaoula décédé le 25 mai 2014

☐ « *Je n'ai pas dû que c'est uniquement à travers la tribu que la démocratie doit se présenter... , mais qu'à côté de la représentation européenne vous pouvez avoir une autre chambre qui représente les tribus.* »

Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général de l'Onu, SHSregards 25, (revue de l'Unesco) 28 octobre 2009

☐ « *L'homme doit être au centre de l'économie, et l'économie ne doit pas être basée sur la maximisation du profit, mais plutôt sur le bien commun.* »

Le pape Benoît XVI, discours à Madrid publié dans Africa Info, le 18 août 2011

☐ « *La culture est un secteur dynamique, tourné vers le risque et la création, un secteur dont le besoin d'innovation entraîne bien d'autres secteurs à sa suite. Il nous faut encourager ce dynamisme par des politiques volontaristes.* »

Article commun des ministres de la culture européens, Libération, 22 mai 2014

☐ « *Vouloir construire l'Europe contre les spécificités nationales serait l'échec assuré. Nul n'a le droit d'exiger des peuples qu'ils renoncent à être ce qu'ils sont !* »

Nicolas Sarkozy, ancien président français, Le Point, 26 mai 2014

Séminaire de formation sur le traitement des images et le design avec Photoshop

Contenu des séminaires :

- Notions de mensuration, de couleur, de calque et de design
- Traitement et conception des images
- Retouche photos
- Conception des affiches publicitaires
- Conception de flyers, de logos et de cartes pro
- Importation et utilisation des plug-in Photoshop

Début : 27 mai 2014

Durée : 2 semaines

Coût : 35 000 Frs CFA + 1 marker non permanent

Conception et implémentation d'une base de données sur Microsoft ACCESS

Début : 6 Juin 2014

Durée : 2 semaines

Coût : 35 000 Frs CFA + 1 marker non permanent

Lieu : Immeuble en face du hall des légumes Agricongo marché total (derrière la fac de droit), à l'étage.

Contact : 06 937 60 54 / 05 556 90 64 MAG.SYS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La commission nationale des équivalences des diplômes examine 130 dossiers

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Georges Moyen, a présidé le 27 mai à la Grande bibliothèque universitaire de Brazzaville, en présence de son homologue de l'Enseignement technique et professionnel, Serge Blaise Zoniaba, les travaux de la première session ordinaire de la commission nationale des équivalences des diplômes, titres et grades académiques.



Les participants. crédit photo Adiac

Cette rencontre, la première du genre après la tenue de la session spéciale destinée à la relance de la commission en 2012, est consacrée à la reconnaissance de 130 diplômes, titres et grades académiques délivrés en Algérie, Cuba, au Canada, en France, en Afrique du Sud, au Cameroun, au Maroc, au Sénégal, en République démocratique du Congo, en Tunisie, au Mali et en Guinée. Selon le directeur général de l'Enseignement supérieur, Joachim Massamba, les dossiers provenant des universités et instituts publics et privés de ces douze pays, ont reçu des avis techniques de huit établissements de l'université Marien-Ngouabi et de l'Institut national de recherche et d'action pédagogique.

La représentante de l'Unesco au Congo, Ana Elisa de Santana Afonso, a rappelé que les travaux de cette session se placent dans le cadre des efforts du gouvernement congolais visant à offrir à ses citoyens une formation compétitive dans le marché du travail international. Cette session s'inscrit, a-t-elle ajouté, dans le cadre de la coopération internationale et transfrontalière qui est une composante et un indicateur du dynamisme des relations internationales de la République du Congo. « À l'heure de la mondialisation et en perspective d'une

Afrique vers l'émergence, il s'impose de veiller à une mobilité académique internationale accrue des étudiants, du personnel enseignant, des chercheurs et des professionnels. Il s'impose donc de placer la reconnaissance des qualifications académiques et professionnelles parmi les grandes priorités de l'agenda national comme l'un des éléments constitutifs du développement du capital humain au Congo », a exprimé Ana Elisa de Santana Afonso, espérant que le phénomène de la fuite des cerveaux et des compétences dont aucun pays africain n'est épargné, sera pris en considération.

Comblent le vide juridique existant

Ouvrant les travaux, le ministre Georges Moyen a invité la commission à servir de véritable jury d'examen au regard de l'intérêt que suscite l'octroi d'un diplôme, d'un titre et d'un grade académique. Il a également exhorté les membres de cette structure à aborder avec la plus grande rigueur, méthode et équité, la gestion des dossiers soumis à leur appréciation. Abordant la situation au plan national, le professeur Georges Moyen a souligné que si la commission des équivalences procède à la reconnais-

sance des diplômes, titres et grades académiques qui viennent de l'étranger depuis 2011, il n'existe jusqu'à aujourd'hui aucun organe permettant de reconnaître les documents produits par les établissements publics et privés de l'enseignement supérieur au Congo. « À ce propos, nous nous attelons à combler ce vide juridique, avec la mise en place d'une politique globale d'assurance qualité applicable à l'enseignement supérieur. Dans ce cadre, une Agence nationale d'assurance qualité sera bientôt mise en place au niveau central, tandis que dans les établissements publics et privés de l'enseignement supérieur, seront implantées des cellules d'assurance qualité », a-t-il annoncé. D'après lui, l'Agence nationale d'assurance qualité sera chargée, avec le concours d'experts internationaux, de valider par les mécanismes de l'accréditation et/ou de l'habilitation, les programmes de formation élaborés par divers établissements publics et privés. Elle permettra enfin de faire connaître au niveau national, les différents diplômes d'État ou d'établissements, avant que ceux-ci ne soient soumis au Cames, pour leur reconnaissance.

Parfait Wilfried Douniama

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org

BP: 537 Brazzaville - République du Congo



DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez-nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
GMP06	Suivi et contrôle d'exécution des marchés publics	5 jours	09 au 13 juin 2014
FF3	Gestion de la fiscalité de la paie	3 jours	10 au 12 juin 2014
EP10	Gestion de bureau et administration pour assistants administratifs et secrétaires de direction	4 jours	16 au 19 juin 2014
MDP03	Planification, budgétisation, exécution et contrôle de projet	15 jours	16 juin au 04 juillet 2014
GMP05	Gestion des délais dans l'exécution des contrats des marchés publics : élaboration et suivi du plan de passation des marchés	5 jours	23 au 27 juin 2014

SANTÉ PUBLIQUE

Airtel Congo veut être une société citoyenne et responsable

L'opérateur de téléphonie mobile a lancé le 26 mai au Centre sportif de Makélékélé, «Airtel Santé», une campagne de sensibilisation, de dépistage et de prévention de la population sur les risques de l'hypertension artérielle, du diabète, de l'obésité, du paludisme et du VIH.

Soucieux du bien-être des populations congolaises, Airtel Congo s'est engagé, en partenariat avec l'ONG Depaget Medical Center, dans la lutte contre ces maladies. Intitulée «Airtel Santé», cette campagne consiste aux dépistages et aux consultations gratuites dans les quatre stands mobiles dont deux à Brazzaville et



La population venue nombreuse aux consultations gratuites. crédit photo Adiac

«Nous allons faire des consultations, un dépistage gratuitement et il y aura également des conseils. Nous avons aussi mis en place une ligne verte -le 144- pour appeler gratuitement le médecin. Dans un premier temps, nous allons apporter les soins de première nécessité et les conseils, la prise en charge interviendra plus tard. La connaissance et la prévention sont très importantes pour nos populations afin d'éviter les maladies qui peuvent être attrapées par ignorance»

deux à Pointe-Noire. L'activité qui a démarré à Makélékélé aujourd'hui, fermera ses portes le 31 mai avant de passer le témoin au stand de l'esplanade de la Radiotélévision nationale à Nkombo, du

2 au 7 juin à Djiri, 9e arrondissement. Dans la capitale économique, les stands seront érigés dans les arrondissements 4 Loandjili et 3 Tié-Tié, après l'étape de Brazzaville, pendant une se-

maine.

«Airtel Santé vise à permettre à tout un chacun de bénéficier d'un moment de santé gratuit pendant trois semaines, pour permettre à notre population de connaître sa situation de santé et de prendre des dispositions en vue d'un meilleur équilibre humain», a expliqué le directeur général d'Airtel Congo, John Ndego.

Les stands seront animés par l'ONG Depaget Medical Center, accompagnée du Programme élargi de vaccination (PEV) et du Conseil national de lutte contre le sida (CNLS) à travers l'unité mobile de dépistage du VIH/sida. Selon le directeur général, Airtel

Congo veut être une société citoyenne et responsable qui s'engage dans le développement de l'éducation et le social à travers des actions et des activités qu'elle développera. Cela pour satisfaire aux besoins des populations partout où le réseau est installé, pour permettre de réduire les différences et d'offrir ainsi des produits et services innovants à valeur ajoutée et à des prix abordables.

Au-delà des consultations, des conseils pourront être donnés aux populations, surtout pour des maladies comme le palu, le diabète, l'obésité, le sida qui nécessitent une sensibilisation permanente,

afin de mettre les Congolais à l'abri. «Nous allons faire des consultations, un dépistage gratuitement et il y aura également des conseils. Nous avons aussi mis en place une ligne verte -le 144- pour appeler gratuitement le médecin. Dans un premier temps, nous allons apporter les soins de première nécessité et les conseils, la prise en charge interviendra plus tard. La connaissance et la prévention sont très importantes pour nos populations afin d'éviter les maladies qui peuvent être attrapées par ignorance», a indiqué le directeur de marketing d'Airtel Congo, Izuma Sidibé.

Laissant officiellement la campagne, le représentant du ministre de la Santé et de la Population, Benjamin Ossombo, a reconnu que les maladies ciblées sont de plus courantes et mortelles au Congo. «Nous ne pouvons lutter contre toutes ces maladies que par une sensibilisation soutenue, une prévention et des consultations de soins de qualité», a-t-il indiqué, se félicitant de l'initiative citoyenne d'Airtel Congo.

Le conseiller administratif et juridique du ministre de la Santé a enfin remercié le CNLS, le PEV et la Croix Rouge qui ont répondu présentes à cette campagne en des formes multiples.

Parfait Wilfried Douniama





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)

ASSURANCE MALADIE ASSURANCE INCENDIE

ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION

ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE GLOBALE BANQUE ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!



Onduleur APC 650 VA



Prix : **55.000** TTC

Revendeur agréé acer

Promotion Spéciale



Cartouche HP 21 N/C
Prix : **13.500** TTC



Cartouche HP 122 N/C
Prix : **8.500** TTC

Imprimante tout-en-un HP Deskjet 1050

A **49.000** TTC



Spécificités

- * Impression, Numérisation, Copie
- * A4; A5; A6; B5; C5; C6; DL; Enveloppes; Cartes
- * 1 port USB 2.0 haut débit
- * Jusqu'à 16 ppm en noir, 10 ppm en couleur
- * Garantie 1 an

Av. Alphonse Fondere, Immeuble CNSS, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - info@terratech-cg.com - www.terratech-cg.com



PARLEMENT EUROPÉEN

La percée des Eurosceptiques

Les élections européennes qui se sont déroulées le 25 mai auront marqué la France par l'arrivée de 24 eurodéputés du Front national (FN) alors que le parti d'extrême-droite n'en avait que trois lors de la précédente législature.

Avec 20% des voix, l'UMP récolte 20 sièges, contre 13 pour le parti socialiste. Les Verts passent par contre de 16 élus à 6, et les Centristes à 7 élus. Du côté de la Gauche radicale, elle ne récolte que 4 sièges d'eurodéputés.

Du coup, c'est le FN qui constituera la première délégation française à Strasbourg avec 24 eurodéputés (1/3) sur les 74 que compte la France. Après la débâcle aux européennes, le président français s'est exprimé hier, le lundi 26 mai, pour expliquer les causes de la poussée du FN, et évoquer les conséquences qu'il tirait du scrutin, alors que Marine Le Pen, la présidente FN l'invitait à dissoudre l'Assemblée nationale. Une option que François Hollande a écartée, maintenant le cap fixé, à la veille de son intervention à Bruxelles, au Conseil européen.

Vers la banalisation de l'euroscepticisme malgré une forte présence des pro-européens

Dans la foulée de la victoire du FN en France, un important nombre de partis eurosceptiques vont faire leur entrée au Parlement européen. Bien que leur formation en groupe parlementaire s'annonce complexe, ils devraient occuper une bonne partie de l'hémicycle.

Selon les résultats des élections européennes, sur les 751 sièges que compte le Parlement européen, les conservateurs du Parti populaire européen (PPE) seraient en tête avec 212 sièges, contre 186 pour les socialistes. Les Libéraux obtiennent 70 eurodéputés, suivis par les Verts, avec 55 eurodéputés. Les partis pro-européens conservent une large majorité au Parlement européen avec un total de 523 sièges, contre 612 sur la mandature 2009-2014.

Forte progression des eurosceptiques avoisinant 1/5 des sièges

Du côté des eurosceptiques, ce sont 140 sièges sur les 751 qui pourraient être récoltés. Un nombre d'élus largement suffisant pour former un groupe politique au Parlement européen. Le nombre requis étant un minimum de 25 eurodéputés de 7 pays différents.

Des Eurosceptiques fortement divisés idéologiquement

Mais les forces eurosceptiques restent profondément divisées, et la victoire du FN en France et celle de l'Ukip au Royaume-Uni annoncent des regroupements très complexes, les deux partis étant appelés à chasser sur le même terrain. Crédité de 24 élus et de 25% des voix en France, le FN apparaît comme le grand gagnant de ces élections européennes. Il n'aura aucune difficulté à rassembler un nombre suffisant d'eurodéputés, mais le parti doit aussi trouver des alliés dans 10 autres pays européens. Le leader de l'Ukip, Nigel Farage,

affiche également une large victoire au Royaume-Uni avec un score historique de 29, qui lui octroie 23 sièges d'eurodéputés, contre 9 au cours de la mandature précédente. Au sein du précédent Parlement européen, l'Ukip avait déjà réussi à constituer un groupe parlementaire, sous l'appellation d'Europe Liberté et démocratie. Ce parti à l'écart du FN qu'il juge trop extrémiste, est proche du parti français de Nicolas Dupont-Aignan, Debout la République, qui n'a pas remporté de siège lors des élections.

Le Danemark a également vu une montée du parti populaire danois, une formation d'extrême-droite anti-immigration. Elle arrive en tête des suffrages avec 26,7% des voix, soit 4 eurodéputés, contre 2 sous la mandature précédente. Or ce parti a déjà pris lui aussi ses distances avec le FN. On peut également citer le parti néo-nazi grec, Aube dorée, qui a gagné du terrain. C'est sans doute du côté des alliés historiques du parti du FN à Bruxelles, le Parti autrichien de liberté (FPÖ) et le Vlaams Belang en Belgique, rassemblés au sein de l'Alliance européenne des libertés, que peut se constituer le socle d'un futur groupe parlementaire potentiel au sein du Parlement européen. Mais le Vlaams Belang a subi un revers électoral, n'obtenant qu'un siège d'élus. Reste donc le parti néerlandais pour la liberté (PVV), de Geert Wilders. Mais ce dernier vient de perdre 2 sièges au Parlement européen. Les Démocrates suédois (SD), parti eurosceptique allié au FN, obtiennent 7% des voix et en-

trent eux aussi au Parlement. Le parti populiste des Vrais Finlandais obtient 2 sièges.

Les nouveaux entrants

Parmi les nouveaux entrants, on peut citer le nouveau parti anti-euro allemand AFD, qui a remporté 6,5% de suffrages, lui permettant d'obtenir 6 sièges d'eurodéputés. C'est le cas aussi du parti ultra-nationaliste hongrois, le Jobbik, arrivé en seconde position avec 14,7% et récoltant 3 sièges au Parlement européen ; et le parti néo-nazi grec Aube dorée, qui vient d'envoyer 2 élus à Strasbourg. Ces deux derniers partis sont déclarés « infréquentables ». Or, c'est peut-être sur ce nouveau terrain que les partenariats pourraient se constituer en fonction des idéologies des partis, que viendront chasser le Front National et l'Ukip, en vue d'obtenir un groupe parlementaire.

Malgré la montée des partis anti-européens, il faut savoir que les équilibres politiques restent inchangés. C'est plutôt au sein des commissaires européens qu'il faudrait axer ses interrogations : sept ont obtenu leur siège au Parlement européen ; quatre d'entre eux restent indécis. Ils doivent annoncer en juin prochain s'ils souhaitent ou non conserver un poste au sein de l'exécutif européen.

Les défis de la nouvelle Commission européenne

Beaucoup de défis attendent la nouvelle Commission européenne. Dès l'automne prochain, une nouvelle équipe de commissaires entrera en fonction au sein

du nouvel exécutif européen. Alors que les troubles économiques semblent s'apaiser, la future commission pourra se pencher sur un certain nombre de dossiers épineux à long terme lors de la rédaction de son programme politique. Parmi les défis, on peut retenir le besoin de changements structurels des institutions, « une nouvelle grande idée pour redynamiser l'UE ».

Une étude récente de la CE demande aux dirigeants politiques européens de sortir de leur confort et de réexaminer certains dogmes censés guider leur méthode de prise de décision et chercher de nouvelles solutions en vue de réinsuffler de la croissance, de gagner en influence à l'échelle internationale et d'optimiser l'architecture des institutions européennes - mais aussi de lutter contre le chômage. Ce qui pourrait être une des clés pour lutter contre l'avancée de l'euroscepticisme. À l'occasion d'un sommet extraordinaire des chefs d'État des pays membres de l'UE, qui se tient à Bruxelles aujourd'hui pour discuter des résultats des élections européennes, quelques annonces pourraient surgir avant la fin de la semaine. Les noms des futurs présidents probables de la Commission européenne (CE) pourraient circuler. Notamment, Martin Schulz et Jean-Claude Juncker, Guy Verhofstadt, sans exclure une candidate surprise, en la personne de Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI).

Noël Ndong

NECROLOGIE



MM. Basile Oba, Willy Gakosso, agents des Dépêches de Brazzaville, Jean Hervé Ondaye Agent ANAC, Léontine Ondaye, Capitaine Guy Engambé, Adjudant-chef Martin Obame, et la grande famille Abandza-Epougnou ont la profonde douleur d'informer aux parents, ami(e)s et connaissances, du décès de leur bien-aimée, mère, tante, grand-mère, arrière grand-mère, la nommée Joséphine Ngala, survenu ce jeudi 22 mai 2014 à Brazzaville, des suites d'une longue maladie. La veillée mortuaire se tient au quartier Nkombo (cf. Agence Western Union de la Télévision Nationale). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

NIGERIA

L'armée affirme avoir localisé les lycéennes enlevées

Le chef d'état-major de l'armée de l'air, Alex Badeh, a déclaré, lundi 26 mai, que l'armée nigérienne savait où se trouvent les jeunes filles kidnappées le 14 avril dernier à Chibok, dans le nord du Nigeria, sans donner de précision.

« La bonne nouvelle pour les parents des filles est que nous savons où elles sont, mais nous ne pouvons pas vous le dire. Mais là où elles sont détenues, pouvons-nous y aller par la force ? Nous ne pouvons pas tuer nos filles en essayant de les récupérer », a déclaré Alex Badeh. Suite à la localisation des jeunes filles par l'armée, les autorités nigériennes ont finalement décidé d'annuler l'accord en passe d'être

conclu quant à un échange de prisonniers, demande formulée par la secte terroriste Boko Haram. « Ce gouvernement [...] n'échangera pas des gens contre des criminels. Un criminel sera traité comme un criminel », a assuré le président du Sénat nigérian, David Mark. Si l'on peut parler d'une lueur d'espoir pour les jeunes filles enlevées et pour leurs parents, la difficulté qui se présente actuellement est que l'armée nigérienne exclut pour l'heure d'utiliser la force pour les sauver.

Plus d'un mois et demi après le rapt des 276 jeunes filles dans un établissement scolaire du village de Chibok,

223 sont toujours captives. Leur enlèvement continue de provoquer une vive émotion et une mobilisation internationale pour les retrouver. Près de 500 personnes ont été tuées ces derniers temps par Boko Haram, qui dit combattre pour établir un État islamique au Nigeria. Le mouvement a revendiqué une série d'attaques spectaculaires récentes : deux attentats à la voiture piégée à Abuja, la capitale fédérale, qui ont tué au total une centaine de personnes, des attentats dans le nord-est du pays, et à Jos, dans le centre du pays, dans lesquels près de 150 personnes ont péri.

Nestor N'Gampoula



LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE



✓ NE PERDEZ AUCUN APPEL DE VOS CLIENTS.

✓ AUGMENTEZ LA CROISSANCE DE VOTRE ACTIVITE.

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

info@ofis-ort.com

www.ofis-reseaux-telecoms.com

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth



Tél.: 01 600 0000

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

Tél.: 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

FRANCE

Ébranlé par l'affaire « Bygmalion », Jean-François Copé démissionne de l'UMP

Alors que l'affaire Bygmalion prend de l'ampleur, Jean-François Copé a annoncé, mardi matin, qu'il quittait son poste de président de l'UMP.

Un départ qui sera effectif en juin. En attendant l'élection d'un nouveau leader, lors d'un Congrès exceptionnel en octobre prochain, l'Union pour un mouvement populaire sera provisoirement dirigée par un triumvirat Fillon-Raffarin-Juppé. Mais l'avenir s'assombrit pour ce parti politique, en perte de vitesse et de crédibilité depuis la défaite de Nicolas Sarkozy lors des présidentielles 2012.

Révélee en février 2014 par Le Point, l'affaire Bygmalion a contraint Jean-François Copé à la démission de son poste de président de l'UMP. L'annonce a été faite ce mardi matin à l'issue du bureau politique du parti.

Selon Le Point, dans son édition du 27 février, la société Bygmalion aurait bénéficié « de juteuses commandes sans appel d'offres et payés rubis sur l'ongle » pour l'organisation des meetings de campagne de Nicolas Sarkozy en 2012. La somme de 8 millions d'euros est alors évoquée et le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire pour « faux », « abus de bien sociaux » et « abus de confiance ».

En mai, la somme passe à 19 millions d'euros, selon Libération, dont 12,7 millions pour plus de cinquante « conventions thématiques » qui n'auraient jamais eu lieu, comme en témoigne la plainte pour usurpation d'identité du député Pierre Lellouche, qui découvre avoir été programmé lors d'une des fameuses conventions sans pourtant avoir été prévenu.

Les révélations de maître Maisonneuve

Lundi 26 mai, l'avocat de la société Bygmalion, Maître Maisonneuve, reconnaît l'existence de surfacturation et de fausses factures, « à la demande de l'UMP » afin d'éviter des dépassements de compte de campagne » du candidat Sarkozy. Contraint par un « chantage économique », Bygmalion adresse ainsi des factures à l'UMP et non pas au président sortant. Une version confirmée dans la foulée par Jérôme Lavrilleux, proche de Copé, ancien directeur-adjoint de campagne de Sarkozy en 2013. Député européen de la zone Nord-Ouest dimanche, il nie l'enrichissement personnel mais assume « sa part de responsabilité » de ces dérives, dédouanant au passage Jean-François Copé et Nicolas Sarkozy. Démissionnaire et imité par l'ensemble de la direction de l'UMP, Jean-François Copé

n'en reste pas moins au centre de l'affaire, en raison de ses relations étroites avec les fondateurs de la société d'événementiels Bygmalion, Bastien Millot et Guy Alves, deux proches. Et de ses fonctions tout au long de la période des faits incriminés.

Rétrospective...

Né en 2002 de la fusion de plusieurs partis de droite et du centre (RPR, UDF, Démocratie Libérale, Parti Radical,...), l'UMP vit des heures sombres. Depuis la défaite de Nicolas Sarkozy, les affaires s'enchaînent et décrédibilisent ce qui fut, un temps, une machine à gagner et le plus grand parti de France : la guerre Fillon-Copé et la douteuse élection de ce dernier à la tête du parti en novembre 2012, mais aussi le départ des radicaux et des centristes, puis l'annulation des comptes de campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, qui mettent l'UMP dans une situation financière délicate en juillet 2013. Une levée de fonds parvient à réunir la somme (plus de 10 millions d'euros) en quelques semaines. Mais l'affaire Bygmalion va à nouveau ébranler l'UMP, déjà fragilisée par les tensions internes et affaiblie sur sa droite par les résultats du Front National.

Camille Delourme

ÉNERGIE

Le Rwanda veut exploiter un méthane jugé dangereux dans le lac Kivu

Le projet visant à transformer la menace en aubaine et le gaz mortel en source d'énergie commerciale, a été finalisé par l'entreprise américaine Contour Global, spécialisée dans la construction et la gestion de centrales électriques, a annoncé l'Agence France Presse.

Avec une superficie de 2.370 km² et 485 mètres de profondeur par endroit, le lac Kivu contient, selon les estimations, quelque 60 km³ de méthane dissous et environ 300 km³ de dioxyde de carbone (CO₂). « Le lac Kivu est un lac à problème dans lequel on trouve du dioxyde de carbone en volume assez important et du méthane, un gaz qui peut servir de détonateur à une éruption limnique. C'est une remontée des eaux profondes chargées en gaz mortel qui se répandrait alors dans l'atmosphère », a expliqué Matthieu Yalire, chercheur à l'Observatoire volcanologique de Goma, sur la rive congolaise du lac. « Pour l'instant, le lac est stable mais pour combien de temps ? », s'interroge Matthieu Yalire. Il estime qu'extraire le méthane permet de « stabiliser » le lac.

Martin Schmid, chercheur à l'Institut suisse de recherche sur l'eau et les milieux aquatiques (Eawag) pense qu'il est essentiel d'extraire le gaz du lac, car « si on laisse les gaz s'accumuler pendant une longue période, il faudra s'attendre à un moment à une éruption catastrophique de gaz ».

Actuellement, des centaines d'ouvriers sont à pied d'œuvre autour d'une plateforme qui, d'ici fin 2014, sera installée sur le lac pour aspirer le méthane piégé dans les profondeurs. En effet, l'électrification est l'un des objectifs du gouvernement rwandais qui veut que d'ici 2017, 70% de sa population ait accès à l'électricité contre seulement 18% aujourd'hui.

Le méthane va aussi permettre de diversifier les sources d'énergie du Rwanda où 46% d'électricité est d'origine thermique. Sachant que la facture annuelle du carburant importé pour alimenter des centrales s'élève à 40 millions de dollars.

Yvette Reine Nzaba

FAUX FILTRES = VRAIS RISQUES

SEUL CFAO VOUS GARANTIT LES PIÈCES D'ORIGINE TOYOTA AUX MEILLEURS PRIX

ORIGINAL



2

1 Le manque de peinture sur la bague du filtre à huile

1

2 L'absence de "Made in Japan" et dans certains cas l'écriture "Use for Japanese car"

2

3 La typographie TOYOTA n'est pas respectée

3

CONTREFAÇON



1

3

Gardez votre véhicule en parfait état avec les pièces d'origine TOYOTA.



Pointe-Noire : 13 rue Côte Matève, Tél : 05 550 17 78 / 06 665 44 65
Brazzaville : bld Denis Sassou Nguesso, Tél : 05 504 93 33 / 06 665 14 39
www.cfaomotors-congo.com

THÉÂTRE

«Destin» de Caya Makhélé sera porté au théâtre par Ferdinand Bantsimba

Le duel Georges Foreman/Mohamed Ali, qui se déroula en 1974 à Kinshasa, en avait séduit plus d'un à l'époque. Le poète romancier et dramaturge congolais Caya Makhélé a écrit un texte qui parle de cette aventure, intitulé « Destin ». Il sera mis en scène par le Congolais Ferdinand Bantsimba.

La création de ce spectacle de théâtre entre Brazzaville et Kinshasa relate l'histoire d'un homme qui perd les pédales et se prend pour Mohamed Ali. « J'avais envie de créer ce spectacle à Kinshasa parce que c'est un événement qui s'était passé là-bas. Malheureusement les choses ont fait que ça ne s'est pas passé pas comme j'aurais voulu, car avec les expulsions qui ont lieu en ce moment à Brazzaville, cela devient compliqué de traverser le fleuve. Caya Makhélé est un ami et j'aime bien son écriture. Il avait écrit ce texte depuis deux ans pour moi et me l'a confié. Je l'ai donc pris et mûri et maintenant, j'ai envie de mettre en scène cette histoire », a expliqué Ferdinand Bantsimba.

Malgré le climat malsain occasionné par le rapatriement des sujets de la RDC aux frontières, Ferdinand Bantsimba envisage à présent de créer ce spectacle à Brazzaville pour la rentrée prochaine. « Vu que je ne peux pas improviser quoi que ce soit et vu que cela demande des partenaires pour le financement, je suis obligé de remettre le projet entre septem-

bre et octobre », a-t-il expliqué. L'esprit du spectacle restera cependant le même, car Ferdinand Bantsimba estime qu'il faut absolument faire des gestes de réconciliation.

D'où il tient toujours à faire intervenir des acteurs des deux rives dans son spectacle, notamment une comédienne de la RDC et un comédien du Congo Brazzaville. « Moi qui suis metteur en scène je prône ce brassage. Et puis on a besoin de gens qui viennent d'ailleurs car on se complète et historiquement, on a des relations consanguines », a-t-il ajouté. Au départ comédien, Ferdinand Bantsimba a évolué à Brazzaville dans des compagnies amateurs et dans la compagnie de mime appelée « Le théâtre des frères Tiang », puis au Théâtre de l'Éclair et au Théâtre national congolais. Il a également fait du cinéma et réalisé des films. « J'ai collaboré avec Léandre Alain Baker sur un portrait de Sony Labou Tansi », a-t-il précisé. Et de prévenir : « Il y a des films en projet par rapport à l'histoire de Destin. J'ai un projet de long-métrage fiction tourné à Kin. C'est à nous, artistes, de faire le lien et d'envoyer des messages. Cela ne change pas la vie des gens mais peut les faire réfléchir. » En outre, Ferdinand Bantsimba nourrit un noble projet : celui de participer à l'éveil et à l'éducation de la petite enfance à travers les arts et la culture.

Hermione Désirée Ngoma

TAEKWONDO

Du nouveau matériel de compétition pour les Diables rouges

Les équipements permettront d'améliorer les performances des athlètes, d'après le capitaine de l'équipe nationale de la discipline, Néhémie Moutsemo



Remise officielle du matériel de compétition neuf. crédit photo Adiac

Les Diables rouges de taekwondo, cadets, juniors et seniors ne travailleront plus dans les conditions d'avant où les équipements sportifs de compétition faisaient défaut. Puisque l'actuel bureau de la Fédération congolaise de la discipline (Fécotae) n'avait hérité d'aucun matériel du précédent bureau en dehors des dettes et des documents administratifs. Pour pallier l'insuffisance, le nouveau président de la Fécotae, Stanislas Mbys, a mis la main à la poche pour ramener de France des nouveaux équipements dans un but précis. « Sans matériel nous ne pouvions pas préparer les athlètes aux grandes compétitions. C'est donc pour répondre à cet objectif que nous nous sommes battus pour disposer de ces équipements », a déclaré Stanislas Mbys.

Le matériel mis à la disposition de l'équipe nationale est constitué,

entre autres, d'une aire de combat standardisée, de paos souvent utilisés pour les exercices de frappe en vue d'accroître la précision et la puissance, de plastrons ordinaires, de raquettes, de tenues de combat... Les athlètes vont régulièrement s'entraîner avec ces outils pour s'accommoder de la nouvelle donne. D'autant plus que dans les compétitions de la Fédération mondiale de taekwondo, ce sont des matériels de plus en plus sophistiqués qui sont d'usage. Les taekwondoïns congolais n'avaient aucune raison de rester en marge de l'évolution des choses, a expliqué le président de la Fécotae.

Toute initiative nécessite des moyens

Le président de la Fécotae a également fait une opération séduction en France pour convaincre les athlètes de la diaspora de se

mettre au service du pays. Il s'agit notamment de Franck Boké en -74kg et de Bertille Matoméné, championne de France. Ceux-ci ont exprimé leur disponibilité sur le fond d'un certain nombre d'accords de principe. En dehors de ces deux athlètes, des experts internationaux ont également été contactés pour animer des stages de taekwondo à Brazzaville. Des initiatives qui nécessitent des moyens, à en croire Stanislas Mbys. Il a d'ailleurs lancé un appel de soutien pour accompagner la volonté des responsables de la Fécotae d'aller vers l'excellence. « Au taekwondo nous avons un principe : le pays d'abord. Responsables et athlètes, tous, nous devons en permanence y songer, pour avoir toujours l'esprit de combativité quant à la défense des couleurs du Congo », a-t-il conclu.

Rominique Nerplat Makaya

AIRFRANCE

FRANCE IS IN THE AIR

AU DÉPART DU CONGO

PARIS

11 VOLS

PAR SEMAINE

AIRFRANCE_KLM WWW.AIRFRANCE.GG
 * 1 vol par semaine au départ de Pointe Noire, 4 vols par semaine au départ de Brazzaville. ** À partir du 21/06/2014. Renseignez-vous auprès d'Air France au 00 742 05 331 71 51, de votre agence de voyages ou sur www.airfrance.cg

Avis d'appel d'offres – sans pré-qualification

N°1687/MATDGGT/CAB/DGGT

1. Le Ministère de l'aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux a obtenu dans le cadre de la contrepartie du gouvernement au projet d'aménagement de la route Ketta-Djourn et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de fourniture de trois(3) véhicules 4x4 à la cellule d'exécution des projets routiers BAD.

2. Le Ministère de l'aménagement du territoire et de délégation générale aux grands travaux sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir trois (3) véhicules 4x4 destinés aux suivis des travaux sur le chantier en deux(2) lots ci-après :

Lot 1 : un (1) véhicule 4x4 wagon

Lot2 : deux (2) véhicules doubles cabine

3. La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Ministère de l'aménagement du territoire et de délégation générale aux grands travaux

Délégation générale aux grands travaux, Cellule d'exécution des projets routiers BAD

Personne responsable : BATOUNGUIDIO

Adresse : Boulevard Denis SASSOU NGUESSO

E-mail : batoung10@yahoo.fr

Tel : 06 871 60 20/ 05 018 08 09

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en s'adressant à la Délégation générale aux grands travaux-cellule d'exécution des projets routiers BAD, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, face Cinéma VOG, Centre ville contre un paiement non remboursable de 150.000 F CFA.

5. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : Délégation générale aux grands travaux-Cellule d'exécution des projets routiers BAD, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, face Cinéma VOG au plus tard le 30 juin 2014 à 12 heures 30 mn.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : Délégation générale aux grands travaux-cellule d'exécution des projets routiers BAD, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, face Cinéma VOG à 13 heures 30 mn. Les offres doivent comprendre une garantie d'offre d'un montant de 2.700.000 FCFA. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre –vingt dix(90) jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 22 Mai 2014

Le Coordonnateur Technique

Oscar OTOKA



AVIS DE RECRUTEMENT

L'ONG Actions de Solidarité Internationale recherche pour son projet de prise en charge des filles vulnérables à Brazzaville un Infirmier Responsable de l'Equipe Mobile.

Responsabilités principales : planification et réalisation des maraudes de nuit et de jour dans les quartiers et les sites de prostitution, suivi des activités de l'éducateur en santé mobile (focus, suivi individualisé, sensibilisation sur le VIH/SIDA et les IST), accompagnement et suivi médical des filles du Centre d'accueil ASI,

Profil recherché : Diplôme d'infirmier d'Etat ; Compétences dans le domaine de la santé publique autant qu'infirmier(e) ; Compétences dans le domaine de la sensibilisation en santé publique, des connaissances sur le VIH/sida, hygiène, santé de la reproduction et IST ; Bonne maîtrise de Word et Excel ; Très bonne maîtrise du Français (lu, écrit, parlé) et des langues locales ; Capacité à s'organiser, anticiper et à communiquer ; Capacité à prendre des initiatives et à innover, Sens de la collaboration et du dialogue ; capacité à transférer des connaissances ; esprit d'équipe ; Très grande intégrité morale ; Responsable, disponible et autonome
Salaire proposé : salaire de base mensuel brut de 147000 FCFA + une prime de transport de 20.000 Fcfa

Constitution du dossier : CV + Lettre de motivation + Copie des diplômes ou autres attestations.

Dépôt du dossier : avant le 10 juin. Les candidatures sont à déposer sous pli fermé au bureau d'ASI :168-170 rue Alexandry, Mpissa, Bacongo ou à envoyer par mail à l'adresse suivante : asi.brazzaville@asi-france.org

Troc de superbe villa entre Pointe Noire et Brazzaville

Nous échangeons une somptueuse villa située à Pointe Noire contre une autre située à Brazzaville dans les quartiers suivants: Poto Poto, Moundgali, Centre ville, Batignole

Cette Maison très agréable à vivre et très saine comprend 3 chambres à coucher dont:

- 1 chambre Climatisée parents avec salle de bains+ chauffe eau;
- 2 chambres enfants+douche complète;
- Salon+ salle à manger;
- 1 cuisine + chauffe eau
- 2 Terrasses

-Bien cloturer avec Portail

Nous contacter: 055556684 / 040294065

ou par email: paullongui@gmail.com: andylonguirov@yahoo.fr

Le propriétaire est ouvert à tous les scénarios

AVIS À MANIFESTATION D'INTERET N° 010-MEFPPI-PADE-CPM 2014

«Relatif au Recrutement d'un Expert international en formation du FACP»



1-OBJET

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu, auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA), un crédit de cofinancement dans le cadre du Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie (PADE), qu'accompagne le groupe de la Banque Mondiale. Dans le cadre de l'exécution dudit projet, l'Unité de Coordination du recrute pour une de ses unités opérationnelles ; le Fonds d'Appui à Coût Partagés (FACP), un Expert international en formation.

2- PROFIL RECHERCHE (Qualifications académiques et professionnelles) :

- Avoir au minimum un diplôme universitaire de niveau BAC+5 ;
- Avoir une expérience d'au moins 10 ans dans la gestion des projets de formation couvrant les secteurs cibles du PADE et destinés à l'intention des opérateurs du secteur privé ;
- Avoir développé ou travaillé dans des structures de formation ou conduit des projets pour lesquels l'expérience et une approche similaire à celle qui est adoptée dans le cadre du programme de subventions de contrepartie, c'est-à-dire une approche axée sur les prestataires de service de formation plutôt que sur les bénéficiaires de formation.

3- PROCEDURES DE SELECTION DU CONSULTANT

Le Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies au chapitre V des Directives de la Banque Mondiale « Sélection et Emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale de Janvier 2011.

4- CONSTITUTION DE DOSSIERS ET DEPOT DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidatures (lettre de motivation, CV, copies des diplômes, certificats de travail ou tout autre document justifiant la formation, références concernant l'exécution de contrats analogues etc.) sont à déposer au plus tard le lundi 16 juin 2014 aux adresses indiquées ci-dessous.

5- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires relatifs à cet avis à manifestation d'intérêt pourront être obtenus au siège du projet sis 05 et 06 Rue Isaac Locko, dans le secteur de Blanche Gomez ou par courrier électronique adressé à pade.pacadec@yahoo.fr.

Fait à Brazzaville 23 Mai 2014

Le Coordonnateur du PADE

Joseph MBOSSA

IN MEMORIAM

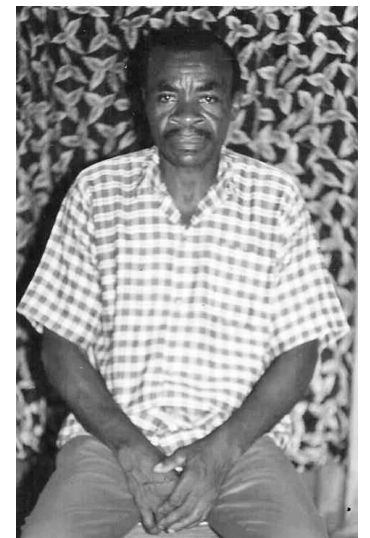
Jean Marie Elenga

(27 mai 2006 – 27 mai 2014)

Voici huit ans que nous quittait notre bien aimé père, Jean Marie Elenga. En cette date commémorative, les enfants Marcel Elenga, Micheline Obou et Bertrand Elenga prient ceux qui l'ont connu de garder une pensée pieuse pour lui. À cette effet, des messes pour le repos de l'âme seront dites en les paroisses Saint-Joseph et Saint Jean-Baptiste de Talangaï, le 27 mai 2014 à 6heures.

Dieu a donné, Dieu a repris.

Que ton âme repose en paix.



CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Mobolamboka Rigobert. Je désire désormais être appelé Mobolas Manoki Rigobert.

Toute personne ayant un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.



Pour l'achat d'un TENSIOMETRE Manopaire à 35.000 FCFA
Le STETHOSCOPE cardio master Est GRATUIT
Tel 242 06 905 73 73

ÉLECTIONS URBAINES, MUNICIPALES ET LOCALES

Vive controverse autour du calendrier électoral publié par la Céni

A l'opposition, l'on juge anticonstitutionnelle la démarche de l'abbé Malumalu qui vient de publier le calendrier électoral alors que sa feuille de route est encore pendante à l'Assemblée nationale.

À peine qu'il vient d'être publié, le calendrier des élections urbaines, municipales et locales suscite déjà des remous dans la classe politique. À l'opposition, on n'apprécie guère la démarche de l'abbé Apollinaire Malumalu qui aurait pris la latitude de publier ce calendrier électoral alors que sa feuille de route reste encore pendante à la chambre basse du Parlement. Cette feuille de route, faut-il le rappeler, avait présenté des hypothèses quant à la poursuite du processus électoral en prenant notamment l'option pour l'élection au suffrage indirect des députés provinciaux. Pour les acteurs politiques de l'opposition, il est aberrant que l'institution électorale se paie le luxe de publier ce calendrier électoral au moment où l'Assemblée nationale ne s'est pas encore prononcée sur sa feuille de route et sur les hypothèses émises en rapport avec la suite du processus électoral. « C'est comme qui dirait mettre la charrue avant le bœuf », commente une source proche de l'opposition tout en s'interrogeant sur le sort de ce calendrier électoral si jamais cette feuille de route était rejetée dans ses fondements par les élus du peuple.

En préférant commencer le cycle élec-

toral 2013-2016 par l'organisation des élections urbaines, municipales et locales alors que la tendance des parlementaires penche pour la tenue avant tout des élections provinciales et sénatoriales, le président de la Céni chercherait à mettre les élus du peuple devant le fait accompli. Une conviction largement partagée dans les milieux de l'opposition où l'on estime que la priorité devrait être accordée à la tenue des élections provinciales et sénatoriales afin de mettre fin à l'illégitimité dans laquelle se fourvoient les sénateurs et les députés provinciaux dont le mandat légal est largement dépassé. « Nous exigeons d'abord qu'on organise les élections provinciales, sénatoriales et celle des gouverneurs pour mettre fin à l'illégitimité flagrante et insolente de toutes ces institutions », martèle pour sa part l'opposant Jean Claude Vuemba. D'après ce dernier, la tenue des dites élections s'impose « pour remplacer les assemblées provinciales actuelles, le sénat et les gouverneurs aujourd'hui hors délai constitutionnel ». Le président du Mouvement du peuple congolais pour la république va plus loin et demande le rejet pur et simple de ce calendrier électoral.

La réplique de la céni

Ces vues ont cependant du mal à passer dans les cercles politiques où l'on pense que la Céni est bien dans ses prérogatives constitutionnelles en publiant ce calendrier électoral venu donner un coup d'accélérateur au pro-

cessus électoral en veilleuse depuis un certain temps. « La Céni ne sera jamais dans le club des gens qui veulent aller au-delà de 2016 », avait déclaré l'abbé Malumalu lors de la publication du calendrier électoral pour les élections urbaines, municipales et locales. Une façon de dire qu'il reste logique avec son engagement de conduire le peuple congolais aux élections générales d'ici à l'horizon 2016, et pour cela, il faudrait commencer quelque part. Quant à la question de savoir pourquoi commencer par les locales en lieu et place des provinciales, l'on croit savoir que cette option était prise dans le but de doter d'une Territoriale légitimée par le souverain primaire avec des Bourgmestres, chefs de secteurs et autres conseillers municipaux et locaux réellement élus.

Tous ces agents territoriaux ont toujours été nommés et après moult reports du scrutin à la base, le moment est venu de mettre fin au dysfonctionnement ayant caractérisé le pays au niveau de la Territoriale. Cette vue est largement partagée par les acteurs politiques de la majorité qui ajoutent qu'il faille commencer là où rien n'a encore été fait jusque-là plutôt que là où le pays justifie déjà d'une expérience électorale, cas des sénateurs, gouverneurs de provinces et députés provinciaux qui ont été élus. En fait, la Céni n'a fait que différer le vote de ces derniers, quitte à s'occuper de ce qui est, de son point de vue, prioritaire.

Alain Diasso

PROCESSUS ÉLECTORAL

Les élections locales prévues pour juin 2015

Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), l'abbé Apollinaire Malumalu, a publié le 26 mai le calendrier des élections urbaines, municipales, locales. Ce calendrier prévoit les municipales et locales à la date du 14 juin 2015, les élections des conseillers urbains, bourgmestres et chefs de secteur le 29 août 2015 ainsi que les élections des maires et maires adjoints le 15 octobre de la même année. L'un des préalables à ces échéances électorales est l'examen par le Parlement de l'annexe à la loi électorale portant répartition des sièges.



Abbé Apollinaire Malumalu

Les partis politiques et autres candidats indépendants ont une année pour affûter leurs armes en vue d'affronter les élections urbaines, municipales et locales qui, du reste, font parties des arriérés électoraux, n'ayant pas été organisées en 2006 et en 2011. Cependant, la tâche s'annonce difficile au regard de la controverse qui a suivi la présentation de la feuille de route de la Céni à l'Assemblée nationale. Nombreux sont ceux qui auraient souhaité commencer par les provinciales plutôt que les locales.

Jeannot Kayuba

ACTIONAID INTERNATIONAL RDC

Présentation officielle du plan stratégique quinquennale 2013-2017

Le document reprend les orientations claires du programme et propose une nouvelle structure organisationnelle afin de permettre à cette ONG internationale d'atteindre ses objectifs programmatiques et organisationnels.

Intitulée "Femmes et jeunes en action pour mettre fin à la pauvreté", la stratégie quinquennale d'Actionaid international (AAI) a été présentée le 23 mai au Roméo Golf, en présence de la coordinatrice du programme pays pour l'Afrique d'AAI, Mme Olutayo, et du représentant du ministre de la Jeunesse. Le but de cette activité est non seulement de faire parler et connaître l'organisation, mais aussi d'accroître la qualité de son programme national. « ... La stratégie nationale que nous avons l'avantage de vous présenter ici et maintenant dévoile notre ambition de bâtir des stratégies de développement intégral cohérentes et porteuses des changements sociaux dans la durée et à l'échelle nationale », a déclaré le directeur national d'AAI RDC, Clément Kone. « Dans cette stratégie nationale, nous comptons agir comme des catalyseurs de développement autocentré permettant aux communautés de compter sur elles-mêmes de telles sortes que les citoyens vivant dans ces communautés, particulièrement les femmes se considèrent comme des personnes à part entière, plutôt que se laisser indexer comme des personnes entièrement à part, sans voix au chapitre dans l'espace publique », a-t-il ajouté. En effet, ce plan stratégique tel que présenté par le responsable des programmes d'AAI, Jean-Paul Tingityabo, s'exprime en termes des objectifs stratégiques et des actions-clés à mener. La présentation de ce document est donc l'occasion pour AAI RDC de vulgariser et partager ce plan stratégique pour plus de visibilité, plus de responsabilité et de redevabilité en faisant connaître ses objectifs prioritaires, ses ambitions et les promesses de changement convenues avec les différentes communautés avec lesquelles elle travaille, les personnes vivant dans la pauvreté, la fédération, ses supporters et ses donateurs.

Actionaid international RDC vise donc à accroître l'accès des enfants (filles et garçons) à une éducation de qualité et appuyer les initiatives des jeunes pour une participation significative au développement local et à l'éradication de la pauvreté; faciliter la participation significative des femmes et des jeunes au processus de gouvernance en vue de rendre les autorités redevables et enfin contribuer à la réduction des violences sexuelles basées sur le genre à l'encontre des femmes et améliorer leur jouissance des droits productifs et reproductifs.

Ayant débuté ses opérations en 1987 en apportant une réponse aux besoins d'urgence des réfugiés qui ont fui la guerre civile au Burundi et aux populations qui ont fait face à l'éruption volcanique du Nyirangongo en 2002, AAI est devenue une entité légale opérant en RDC en juin 2006 et un programme national en décembre 2011. Sa mission est de travailler avec les pauvres et les exclus pour éradiquer la pauvreté et l'injustice.

Gypsie Oïssa Tambwe

PARTENARIAT

Le patronat français appelé à investir en RDC

Le Premier ministre Matata Ponyo invite les entreprises et investisseurs français à participer à l'essor économique de la République démocratique du Congo (RDC) qui offre d'énormes opportunités d'investissement.



Poignée de main entre François Hollande et Joseph Kabila

En ouverture lundi de la première édition de la Semaine française de Kinshasa organisée par la Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise, le Premier ministre Matata Ponyo en a profité pour exhorter le patronat français à investir en RDC. Les entrepreneurs français devraient, d'après lui, profiter de l'environnement économique favorable que présente la RDC aujourd'hui afin d'accompagner son gouvernement dans l'essor économique du pays.

Avec une croissance économique ayant atteint 8,5% en 2013 et devrait s'accé-

lérer à 8,7% en 2014, la RDC est ouverte aux potentiels investisseurs, a déclaré Matata Ponyo estimant que la France avait toute sa place. La RDC présente de nombreux atouts en termes d'opportunités d'investissements, a déclaré le Premier ministre en mettant en relief, entre autres, les ressources naturelles « aussi immenses que diverses dont regorge le pays » et l'importante superficie des terres arables.

Néanmoins, il a mis un bémol en épinglant quelques difficultés et contraintes auxquelles le pays reste assujéti qui entravent malheureusement la bonne

marche des affaires. Il s'agit notamment de « l'absence d'un secteur bancaire adéquat, du manque de capacités dans de nombreux secteurs, de l'insuffisance des infrastructures de transport encore », sans oublier « une fiscalité complexe mais en pleine rationalisation ». Cet appel du Premier ministre Matata Ponyo s'inscrit en droite ligne de la récente visite de Joseph Kabila en France au cours de laquelle la nécessité de relancer le partenariat économique entre la France et la RDC a été réaffirmée.

A.D.

CIRCULATION ROUTIÈRE

Plus de douze mille véhicules déjà soumis au contrôle technique

L'autorité urbaine se réjouit de cette avancée et de l'atteinte de son souci primordial, qui est d'accroître la sécurité sur les routes.

Les statistiques présentées par le service du ministère provincial en charge de Transport renseignent que douze mille véhicules ont été contrôlés au 20 mai. Ces relevés proviennent des différents sites des structures commises au contrôle technique des véhicules dans la ville-province dont l'INPP et Trinity 3 SPRL.

Ces chiffres ont paru encourageants pour le gouvernement provincial de Kinshasa réuni, la semaine dernière, en conseil. Par ailleurs, l'autorité urbaine a instamment prié les retardataires de se mettre en règle avec la loi instituant cette mesure obligatoire.

Au cours de cette réunion, le gouvernement provincial a également précisé à l'endroit de l'opinion que tout véhicule contrôlé ne reçoit pas nécessairement à l'issue de l'opération un certificat. « Dans la même mesure où il ne répond pas aux critères, il lui est dressé uniquement un rapport détaillé des insuffisances à corriger », a expliqué la porte-parole du gouvernement provincial, Thérèse Olinga, dans le compte-rendu fait à l'issue de cette réunion.

La ministre a souligné qu'un rappel est adressé à ceux se trouvant dans cette situation de pouvoir procéder aux réparations nécessaires, avant de se présenter de nouveau au contrôle pour obtenir



Des bus de l'hôtel de ville de Kinshasa

le certificat qui permettra de remettre le véhicule sur la voie publique.

Cent bus pour New Transkin

Dans ce domaine des transports, les ministres de Kinshasa réunis en conseil ont noté l'arrivée dans la capitale congolaise de trente nouveaux bus. Cette nouvelle acquisition, souligne-t-on, vient de porter le charroi de la société New Transkin à cent bus.

L'ambition de l'autorité de ville, rappelle-t-on, est d'atteindre le nombre de cinq cents bus d'ici 2015. La ville espère aussi voir, avec le concours de l'action menée par le gouvernement central, « les Kinois se déplacer dans des conditions répondant aux standards généralement admis ».

Le gouvernement provincial de

Kinshasa a, par ailleurs, annoncé le lancement, depuis le 12 mai, de la campagne vignette pour l'exercice 2013. Il a été noté que le recouvrement forcé intervient dans deux mois, soit à partir de la mi-juillet 2014.

Une campagne de sensibilisation est déjà engagée premièrement en direction des personnes morales pour qu'elles se rapprochent des services de la régie financière de la ville, la DGRK. « Les personnes physiques, quant à elles, sont prévenues qu'elles pourront se présenter auprès de différentes succursales de la Raw Bank, pour s'acquitter de leur devoir fiscal en cette matière », a souligné la porte-parole du gouvernement.

Lucien Dianzenza

SNCC

Les conducteurs de train en grève

Les grévistes protestent contre les propos du ministre de Transport et voies de communication (Transvcom), qui imputait la responsabilité du déraillement de Katongola à leur collègue décédé dans cette catastrophe ferroviaire.

Les conducteurs des trains de la Société nationale des chemins de fer (SNCC) ont déclenché, depuis le 26 mai, un mouvement de grève. Ils protesteraient, selon radiokapi.net, contre les propos du ministre de Transport et voies de communication, pour qui le dernier déraillement de Katongola du train était dû à la défaillance humaine. Pour les cheminots de Lubumbashi, les propos du ministre Justin Kalumba, qui imputaient cet accident à leur collègue décédé dans cette catas-

trophe ferroviaire, étaient choquants à l'égard des conducteurs.

Dans un memo adressé à leur employeur, ils conditionnent notamment la reprise de travail au dédommagement des familles des agents qui ont péri dans cet accident. « Nous en sommes très mécontents. Ce qui nous choque, c'est qu'il n'a pas tenu compte de notre valeur. Nous trouvons que le ministre cherche à ne pas dédommager les familles des conducteurs qui sont morts. Quand il dit que c'est une erreur humaine, ça veut dire que la faute incombe aux conducteurs », a déploré l'un des grévistes à la radio onusienne.

Ce cheminot a soutenu auprès de ce média que l'accident est dû, entre autres, à un système de frein défectueux. Pour ce dernier, au moment où

leur collègue s'attela pour pouvoir freiner le train, le système de freinage n'a pas correctement réagi. Cela aurait eu l'effet contraire, en conduisant à l'augmentation de la vitesse. « C'est comme ça que nous disons que c'est le système de freinage qui l'a dérangé », a-t-il expliqué à la radio onusienne.

En évoquant des problèmes techniques, les cheminots notent également qu'un « bourrelet » défectueux au niveau d'une des roues de la locomotive n'a pas été réparé. « Quand la machine est arrivée ici à Lubumbashi, au lieu de remplacer la roue, on ne l'a pas fait. On a pris la roue de devant, on l'a mise derrière et celle de derrière, on l'a mise devant. Or l'avarie est restée intacte. On ne l'avait pas résolue. C'est cela la cause. Le conducteur n'était pas mis dans les bonnes conditions de travail », a soutenu l'intervenant sur les ondes de radiokapi.net.

On rappelle qu'au cours d'un point de presse tenu le 14 mai, le ministre des Transvcom, Justin Kalumba, avait expliqué que toutes les missions d'enquête technique sur ce drame survenu le 22 avril ont unanimement conclu qu'une faute du machiniste instructeur a été à la base de l'accident. Ce qui les avait amenés à parler d'une erreur humaine. Cet accident avait officiellement fait cent trente-neuf morts.

L.D.

Inauguration des locomotives de la SNCC



KASAÏ-OCIDENTAL ET KASAÏ-ORIENTAL

Démarrage de la campagne de vaccination contre la rougeole et la poliomyélite

Le coup d'envoi du lancement officiel de cette campagne de vaccination de suivi a été donné le 26 mai par le gouverneur de la province du Kasai-Occidental, Alex Kande Mumpompa, qui l'a fait au nom du ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi.

Le cadre choisi pour l'activité était la maison communale de Ndesha à Kananga au Kasai-Occidental où on a noté la présence de madame le maire de la ville de Kananga, des partenaires impliqués dans la lutte contre ces deux maladies.

Durant les cinq jours prévus pour cette campagne, deux millions huit cent vingt-deux mille huit cent soixante-sept enfants sont attendus. Ils seront non seulement vaccinés contre la rougeole et la polio mais aussi supplémentés en vitamine A et déparasités au mebendazole. Les enfants de cette province âgés de six mois à dix ans recevront le vaccin contre la rougeole. Par contre, ceux âgés de zéro à cinq ans recevront deux gouttes de vaccin polio oral. Les enfants dont l'âge varie entre six mois et cinq ans seront supplémentés en vitamine A et ceux d'un an à cinq seront déparasités au mebendazole.

La cérémonie du lancement officiel de la campagne de vaccination contre la rougeole et la polio a connu trois temps forts. C'est madame le maire de la ville de Kananga qui a pris la parole en premier pour remercier le gouvernement et les partenaires qui se soucient de la santé des enfants en organisant cette campagne. De son côté, le chef du bureau de l'OMS/Kasai-Occidental, le Dr Henri Moudzeo, a laissé entendre que « la province du Kasai-Occidental enregistre des cas de rougeole dans plusieurs zones de santé tel que Katoka, Demba, Mutoto, Kitengwa, Lukonga, Mikompe ».

Sur orientation et instruction du gouverneur de la province du Kasai-Occidental, renchérit-il, les partenaires techniques et financiers intervenant dans le secteur de la santé ont été aux cotés du gouvernement provincial pour répondre efficacement à ces épidémies. « C'est ainsi que plusieurs enfants de la province ont été sauvés de cette maladie mortelle », reconnaît-il. Le mot de lancement de la campagne a été prononcé par le gouverneur Alex Kande qui, bien après, a vacciné symboliquement quelques enfants contre la polio.

Alex Kande a fait savoir que c'est depuis 2003 que le pays connaît la recrudescence des cas de rougeole. « La province du Kasai-Occidental a connu des flambées épidémiologiques de la rougeole dans les quarante-quatre zones de santé », indique-t-il avant d'ajouter que l'année dernière quatre provinces, à savoir Équateur, Nord-Kivu, Sud-Kivu et la Province Orientale ont organisé des campagnes de vaccination contre la rougeole. Pour l'année en cours, sept provinces sont ciblées, notamment le Kasai-Occidental et le Kasai-Oriental.

Aline Nzuzi

RDC

Les petits adoptés congolais bientôt en Italie !

Le Premier ministre avait promis, il l'a fait : Matteo Renzi a fini par débloquent le dossier des adoptions par des familles italiennes de petits enfants de République démocratique du Congo (RDC).

Dans l'euphorie italienne suscitée par le fait que la péninsule présente la singulière particularité d'être, au lendemain d'élections qui ont vu un peu partout en Europe émerger des mouvements xénophobes devenus tout puissants, l'un des rares à avoir contenu le populisme, le Premier ministre italien a un autre sujet de grande jubilation. Les bureaux de Matteo Renzi ont en effet annoncé lundi que très bientôt les trente et un petits Congolais qui étaient bloqués à Kinshasa, en attente de résultats de laborieuses procédures administratives d'adoption, seront bientôt en Italie. « L'entente Renzi-Kabila a été déterminante pour parvenir à ce dénouement », a commenté la Commission italienne pour les adoptions internationales, CAI. Cet organisme a ajouté que les ambassadeurs d'Italie et de France avaient été convoqués lundi à Kinshasa pour se voir notifier la bonne nouvelle. Dans les médias sociaux, Cristina Nespoli de l'association EnzoB, très fortement impliquée dans ce qui a fini par être un combat, ne peut retenir son impatience : « La décision vient à peine de nous être annoncée. Nous ne savons pas encore quand les enfants pourront venir, mais il est évident qu'il s'agit d'une excellente nouvelle. » La presse italienne de mardi pavait littéralement, ne masquant pas sa satisfaction de voir enfin le bon sens prévaloir dans cette affaire. La CAI réussit à peine à couvrir les

clameurs joyeuses en invitant les familles à la retenue. « Ne partez pas encore à Kinshasa », lance Silvia Della Monica. « C'est une question de jours et nous ferons notre possible pour ramener les trente et un enfants le plus rapidement possible en Italie », a-t-elle promis par lettre.

Si, comme tout l'annonce, Kinshasa et Rome s'acheminent vers un dénouement heureux de cette affaire, ce sera la fin d'un véritable calvaire pour une vingtaine de familles italiennes qui, à documentation bouclée, étaient venues à Kinshasa en novembre et décembre derniers pour ramener en Europe les petits Congolais adoptés. Arguant de la découverte de cas d'abus et jouant de sa légitime souveraineté, le gouvernement congolais avait doué les espoirs en soumettant les dossiers à un nouvel examen plus méticuleux, « au cas par cas ». Rien alors n'avait pu venir à bout d'une détermination qui se faisait d'autant plus forte que la partie italienne exerçait des pressions mal vues à Kinshasa et que même l'opinion congolaise ne se satisfaisait pas d'une situation où un pays semblait « vendre » ses enfants.

En avril dernier, quelques semaines seulement après avoir été porté à la tête du gouvernement, Matteo Renzi avait annoncé qu'il se saisissait personnellement du dossier. Une première occasion de rencontre à Bruxelles avec le président Kabila s'était évanouie quand le chef de l'État congolais n'avait pu venir à une rencontre Europe-Afrique. Matteo Renzi ne s'était pas résigné, annonçant qu'il poursuivrait désormais les tractations au téléphone, une démarche qui semble s'avérer payante aujourd'hui.

Lucien Mpama

KINSHASA

Le centre hospitalier Mère et Enfant Monkole sera inauguré officiellement le 2 juin prochain

L'évènement sera précédé par le cinquième symposium international de la drépanocytose qui se tient du 29 au 31 mai dans la capitale RD congolaise.

L'annonce a été faite le 26 mai respectivement par le directeur générale du centre hospitalier Monkole, Louis Imwa Ibanda et le médecin-directeur de cette institution hospitalière, Dr Léon Tshilolo, au cours d'un point de presse animé à cet effet. Le centre hospitalier Mère et Enfant Monkole (CHME) dont les travaux ont débuté en 2007 ouvrira officiellement ses portes le 2 juin sous le haut patronage du président de la République, Joseph Kabila Kabange. « L'ouverture du CHME permettra l'augmentation de sa capacité d'accueil et de traitement en passant notamment de soixante et un lits en 2013 à cent dix lits en 2014, puis cent cinquante-huit lits quand la nouvelle structure sera complètement opérationnelle », a déclaré le DG de cette structure hospitalière. Tout en insistant sur la qualité des soins dispensés dans cet hôpital, Louis Imwa n'a pas hésité de dévoiler à la presse la politique de l'hôpital dont il dirige. « À Monkole, la vie passe avant le paiement, les soins passent avant tout », a-t-il indiqué, avant de souligner que 50% des patients soignés à Monkole paient un tarif réduit. Car la mission du CHME est de fournir au patient et à sa famille une attention sanitaire qui respecte sa dignité, sauvegarde son intimité et contribue à son bien-être physique et spirituel. « Le CHME maintient une étroite collaboration avec les autres structures hospitalières de Kinshasa et d'autres villes de la RDC. Il contribue à l'amélioration de l'accessibilité aux soins de qualité à toutes les couches de la population. Pour attendre ces objectifs, il assure une formation continue à son personnel », a-t-il fait savoir.

5^e symposium sur la drépanocytose

Placé sous le haut patronage du ministre de la Santé publique, cette rencontre internationale, qui se tient du 29 au 31 mai, a pour thème « La drépanocytose en Afrique centrale », à travers trois sous thèmes : Clinique, génétique et environnement. Près de deux cents scientifiques qui y sont attendus viendront de l'Afrique centrale, occidentale et australe, de l'Europe, du Canada et des États-Unis. À en croire le Dr Léon Tshilolo, ce symposium mettra ensemble des efforts pour faire le diagnostic précoce, un suivi au niveau des centres de santé et réduire la morbidité et la mortalité dues à la maladie. Un accent sera également mis sur la médecine traditionnelle.

Organisé chaque année par le Rédac (Réseau d'étude de la drépanocytose en Afrique centrale), l'édition 2014 sera coordonnée par le CEFA (Centre de formation et d'appui sanitaire) qui bénéficie d'une expertise thématique fondée sur son programme phare PAFIVED (Plate-forme d'appui, de formation et de veille sur la drépanocytose) qui a débuté en 2006. Cette structure a l'expérience d'avoir organisé le symposium inaugural du Rédac en 2010. Ensuite, le congrès a eu lieu au Gabon en 2011, en Tanzanie en 2012 et au Cameroun en 2013.

Gypsie Oïssa Tambwe

LIGUE DES CHAMPIONS 2014-201

Sanga Balende accueillera ses adversaires à Mbuji-Mayi

Le gouverneur du Kasai Oriental et président sportif de Sa Majesté Sanga Balende a promis la réfection du stade Tshikisha de Mbuji-Mayi aux normes de la Fifa et CAF afin que son club y joue ses matchs de Ligue des champions à domicile.

Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi a été la sensation de la 19^e édition du championnat national de football. L'équipe a fini deuxième, loupant de peu d'être champion du Congo 2014. Cette deuxième position lui ouvre la voie de la Ligue des champions d'Afrique. Le club de la capitale congolaise du diamant accompagnera donc le champion du Congo, Mazembe, en C1 africaine, pratiquement 30 ans après sa dernière prestation à cette compétition africaine interclubs. Et le club doit ce retour à son président et gouverneur de la province du Kasai Oriental, Alphonse Ngoy Kasanji qui n'a menagé aucun effort pour mettre l'équipe dans des conditions requises pour atteindre le sésame. Mais les sportifs de la province du Kasai étaient préoccupés à propos du stade où le club jouera ses matchs à domicile.

Au cours d'une interview accordée à Radio Okapi, le président du club Alphonse Ngoy Kasanji a soutenu mordicus que Sanga Balende accueillera ses adversaires de Ligue des champions à Mbuji-Mayi au Kasai Oriental. « Nous allons les (matchs) jouer chez nous pour faire la fierté de la province du Kasai Oriental. Ça sera une façon de vendre l'image de la province diamantifère, agricole ainsi que ses potentialités. Tout est mis en œuvre pour cela. Nous allons réhabiliter les infrastructures qui existent et les adapter aux normes de la Fifa pour nous permettre de jouer les matchs de la Ligue des champions ». Et il a évoqué la problématique des travaux de réhabilitation du stade Tshikisha de Mbuji-Mayi : « Les travaux du stade Tshikisha peuvent aller vite dans les cinq mois qui suivent pour nous permettre de jouer. Nous avons déjà passé la commande de la pelouse synthétique et nous allons aussi mettre la pelouse au stade Kashala Bonzola. Les autres travaux suivront pour permettre à ce que les matches se jouent dans des conditions acceptables ».

Alphonse Ngoy Kasanji est conscient que ces travaux nécessiteront beaucoup de moyens. Et il a lancé une campagne de mobilisation de tous les ressortissants du Kasai Oriental afin d'arriver à faire face à toutes les dépenses éventuelles. Le président sportif de Sanga Balende a également fait part des discussions en cours avec un sponsor pour soutenir le club. Alphonse Ngoy Kasanji envisage donc de maintenir Sanga Balende dans les cours des grands au pays et l'amener à l'échelle africaine.

Martin Enyimo

SCULPTURE

Freddy Tsimba dans La Divine comédie de Simon Njami

L'installation du sculpteur kinois livre son aperçu personnel du purgatoire dans l'esprit de l'exposition qui se tient depuis le 21 mars jusqu'au 27 juillet au Museum für Moderne Kunst de Francfort (MMK) autour des représentations du paradis, l'enfer et le purgatoire offertes par cinquante-cinq artistes contemporains originaires de plus de vingt pays africains.

Inspirée de La Divine comédie de Dante Alighieri, l'exposition collective du curateur Simon Njami occupe trois étages dans le musée allemand. Elle réunit une série de réalisations de peinture, photographie, sculpture, vidéo, installation et performance. Parmi elles, l'installation de Freddy Tsimba et les photographies du lushois Sammy Baloji tiennent leur place pour le compte de la RDC. Au sujet de la vitrine qu'offre à ses visiteurs le MMK depuis deux mois, Freddy Tsimba signale que sa contribution repose sur « L'âme des oubliés, une installation de cinq personnages avec des entraves ». De la description sommaire livrée aux Dépêches de Brazzaville à ce sujet, il convient de retenir que les œuvres exposées sont « faites de cuillères avec de la lumière qui les mets en scène ».

Mises ensemble, les réalisations des plasticiens du continent, nous a dit Freddy Tsimba, « interprètent la grande pièce littéraire La Divine comédie de Dante Alighieri qui a pour propos l'enfer, le purgatoire et le paradis ». Et Freddy Tsimba de préciser : « Moi, j'ai souhaité parler du purgatoire ». Quant au sens donné à l'intitulé de son installation, il nous a expliqué : « L'âme des oubliés parce que l'on oublie toujours les choses qui nous arrivent. L'homme a toujours tendance à répéter les mêmes erreurs, c'est un peu cela. Les erreurs de ceux qui sont passés avant nous,



Des sculptures de Freddy Tsimba

nous les oublions. Nous ne tenons pas compte de ce que les autres ont eu à endurer pour nous. C'est un cercle vicieux dans le cycle de la vie ». Et Freddy Tsimba de renchéir à propos de sa signification : « C'est une œuvre forte qui parle du purgatoire avec des personnages debout qui ont des entraves et autour desquels se trouvent dans des barbecues. Pour moi, le purgatoire est un lieu de transition, soit on passe soit on régresse. Les barbecues illuminés par de la lumière, c'est pour montrer le côté dur de la vie. Au final, le purgatoire c'est un lieu qui ressemble à la terre, un mélange de l'enfer et du paradis où règne l'incertitude ».

Francfort, le point de départ

Francfort est le point de départ de l'exposition de Simon Njami. En effet, aux dires de Freddy Tsimba, elle effectue une longue tournée dont la ville allemande constitue l'étape initiale. Après la fermeture du 27 juillet, nous a confié le sculpteur, elle va « se rendre à Washington et y restera pendant trois mois avant de poser ses valises au

Musée Reine Sofia en Espagne, puis ce sera Manchester en Angleterre et ensuite bien d'autres villes encore pour achever son périple à Harare au Zimbabwe ».

En ce qui concerne Simon Njami, l'on retiendra qu'il est l'initiateur du Festival Ethnicolor (1987). Par ailleurs, il a à son actif de nombreuses expositions et figure au nombre de ceux qui participent à une meilleure visibilité de l'expression artistique du continent. En effet, il est tenu pour l'un des premiers à avoir osé l'aventure quitte à exposer sur des scènes internationales les œuvres d'artistes africains contemporains. Directeur artistique des Rencontres de la photographie africaine de Bamako de 2001 à 2007, les artistes lui doivent la conception de l'« Africa Remix ».

Une exposition présentée tour à tour à Düsseldorf, Londres, Paris, Tokyo, Stockholm et Johannesburg, de 2004 à 2007. La RDC et le Bénin notamment y avaient pris part à travers les œuvres de Chéri Samba et Cyprien Tokou-dagba.

Nioni Masela

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Lupopo et DCMP gagnent à l'entame de la phase finale

La phase finale de la 50^e édition de la Coupe du Congo de football a bel et bien démarré, le 24 mai, au stade Tata-Raphaël-de-la-Kethule-de-Ryhove de Kinshasa, avec deux rencontres.

Dans le groupe A, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa a dominé Lubumbashi Sport du Katanga par deux buts à un. Les Kamikaze de Lubumbashi ont été les pre-

miers à ouvrir la marque par le biais de Mbombo Ilunga. Mais les Immaculés de la capitale ont égalisé avant la fin de la première période par l'entremise de Nzuzi Soki, alias Malewa de la tête. Les deux équipes étaient donc à égalité d'un but partout au tableau d'affichage à la fin de la première période. Et DCMP a pris l'avantage en seconde période avec le deuxième but de Nzuzi Soki qui signait son premier doublé sous les couleurs du DCMP. Les joueurs du coach

Eric Kapena ont mené des offensives dans la moitié de terrain des Immaculés, mais sans les concrétiser. Les poulains du coach Lazar Milosevic a préservé cette précieuse avance jusqu'au coup de sifflet final. En première rencontre ce même samedi, le FC Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi s'est nettement imposé face à l'AS Nyuki de Butembo (Nord-Kivu) par trois buts à un dans le groupe B, avec un but de Christian Mugalu du côté des Cheminots du Katanga coachés par José Mundele.

La deuxième journée du tour final de la Coupe du Congo de football 2014 est programmée pour ce 27 mai, avec les oppositions entre Lubumbashi sport et le FC MK de Kinshasa dans le groupe A, et entre AS Nika de Kisangani (Province Orientale) et Nyuki dans le groupe B. La troisième journée est prévue le 29 mai avec les rencontres DCMP contre FC MK dans un duel totalement kinois dans le groupe A, et Nika contre Lupopo dans le groupe B. Les deux premiers de chaque groupes s'affronteront en finale de la Coupe du Congo le 31 mai.



DCMP de Kinshasa

M.E.

SANTÉ

L'ACA reçoit un lot de médicaments

L'Association congolaise Accompagner (ACA), qui a pour devise Amour, Courage, Persévérance et prodigue des soins palliatifs, a reçu à son siège, la semaine dernière, le Dr Fatoumata Binta Diallo, représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo. Cette visite a été l'occasion de remettre à l'association différents médicaments afin de la soutenir dans ses actions.



La représentante de l'OMS au Congo reçoit par le vice-pdt de l'ACA

Pionnière dans le domaine de l'accompagnement et des soins palliatifs au Congo et dans toute la sous-région d'Afrique francophone, l'ACA, créée en 1996 par la sœur Éliane Julienne Boukaka, est reconnue dans le catalogue mondial des soins palliatifs. Au nom de la fondatrice, absente en raison d'une mission à l'étranger, le vice-président de l'ACA a présenté les objectifs de l'association : lutter contre la douleur et d'autres symptômes ; offrir des traitements de qualité à faible coût ; lutter contre l'exclusion et l'abandon des personnes malades ; aider au changement des mentalités ; lutter contre l'euthanasie, l'abandon et/ou l'acharnement thérapeutique ; former, vulgariser et sensibiliser le public et les praticiens de la

santé sur l'accompagnement et les soins palliatifs.

Dans son mot de circonstance, le Dr Fatoumata Binta Diallo a remercié et félicité ces hommes et femmes qui consacrent leur temps à la prise en charge globale de personnes malades incurables et en phase terminale. Leurs efforts, a-t-elle souligné, contribuent au bonheur, à l'espoir et à la dignité des personnes malades courageusement accompagnées. «Grand merci pour le sourire, l'espoir et le confort que vous apportez à ceux qui espèrent malgré le silence et la paralysie», a dit en substance le Dr Diallo, concluant en assurant l'ACA de la disponibilité et de la solidarité de l'OMS dans cette noble et sacerdotale action.

Faustin Akono

MARINE MARCHANDE

Le Congo dépose 15 instruments d'acceptation et d'adhésion aux conventions maritimes internationales

Le 19 mai, à Londres, le ministre congolais en charge de la Marine marchande, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, a déposé ces instruments auprès du Secrétaire général de l'OMI, Koji Sékimizu.

Ces conventions portent sur les questions de la sécurité et de la sûreté maritime, la navigation maritime, la prévention et la lutte contre la pollution dans le secteur maritime. En effet, la République du Congo a déjà ratifié 34 conventions internationales de l'OMI sur les 48 qui lui sont obligatoires. Elle est sur le point de ratifier les 14 restantes avant la fin du mois de juin de cette année. Parmi ces instruments déposés, figure également celui d'acceptation du 18 mars 2014 au protocole du 16 mai 2003 à la convention du 27 novembre 1992, portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faisant ainsi de la République du Congo le premier État d'Afrique de l'Ouest et du Centre et le deuxième État d'Afrique après le Maroc.

Après réception de ces documents, Koji Sékimizu a affirmé son accord d'assister la République du Congo pour les efforts fournis dans la ratification des

conventions maritimes internationales, car dit-il, depuis le début de son mandat en janvier 2012, c'est la première fois qu'un État africain a accompli un acte d'une telle portée et pour avoir aidé l'Union africaine dans l'adoption de la stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050, le 31 janvier 2014 à Addis-

ponsables des fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Fipol). Ce Fipol a été mis en place par les États pour indemniser les victimes des dommages dus par la pollution résultant de déversements d'hydrocarbures persistants provenant de navires-citernes. Rappelons



Koji Sékimizu et Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou

Abeba. Étant un pays producteur de pétrole, le Congo n'est pas à l'abri d'une éventuelle situation de pollution marine, donc d'une catastrophe. Raison pour laquelle, et ce, dans le cadre des questions de la prévention des catastrophes en cas de pollution en mer, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou s'est entretenu avec les res-

que la République du Congo a, depuis quelques années, entrepris de vastes programmes d'investissement dans le secteur portuaire, ce qui fait du port autonome de Pointe-Noire, l'un des plus importants de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Prosper Mabonzo

Pas de crédit ?
Garde le **SOURIRE** avec

WARID
SO-V-NGA

Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action

BUROTOP IRIS
www.burotop.com

hp
GOLD PARTNER

Ordinateur portable HP COMPAQ

- Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- Mémoire RAM 4 Go
- Disque dur de 500 Go
- Ecran panoramique 15.6"
- Garantie 1 an

+ 1 sac offert



225.000 FCFA * HT

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

MARINE MARCHANDE

Le personnel édifié sur la sécurité des conteneurs

Pendant deux jours, les agents de la Marine marchande et ceux de la Douane congolaise, ont été édifiés sur la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs (CSC). Cette activité s'est tenue à Pointe-Noire du 26 au 27 mai, patronnée par Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, ministre en charge de la Marine marchande.

Le conteneur est un engin de transport permanent, assez résistant pour permettre un usage répété, spécialement conçu pour faciliter le transport des marchandises, sans rupture de charge, pour un ou plusieurs modes de transport. Il est conçu pour être assujéti et manipulé, des pièces de coin étant prévues à cet effet. Et le texte de référence en matière de transport maritime en conteneurs est la CSC.

La CSC détermine des critères de sécurité, mais elle détermine aussi que ces critères de sécurité ne doivent pas être appliqués sans compréhension de la bonne nécessité des opérations commerciales. D'où l'importance de cette



Les agents de la Marine marchande et ceux de la Douane congolaise pendant la réunion à Pointe-Noire

activité qui a notamment connu la présence de Bertrand Geoffray, Secrétaire général du Bureau international des containers et du transport (BIC).

Devant un auditoire assez large, Bertrand Geoffray a éclairé les

choses. Son exposé a permis à tout le monde de comprendre quelle est l'origine des règlements qu'il applique, mais aussi la réglementation qui a pour résultat des opérationnels sur le terrain ou bien un travail au quotidien.

En effet, la CSC est la réglementation adoptée dans une centaine de pays par une loi ou un décret qui assure que les containers utilisés dans le transport des marchandises présentent toujours, au fil du temps, les caractéristiques né-

cessaires pour maintenir un degré élevé de sécurité de la vie humaine lors de la manutention, du gerbage et du transport des conteneurs.

Ce règlement est concrétisé par une plaque, dite plaque CSC, qui résume les caractéristiques principales du container en particulier sa charge utile autorisée, et porte une date de validité renouvelée par des visites de contrôle périodiques, tous les trente mois au maximum. La République du Congo en intégrant à cette convention, rejoint l'ensemble des pays qui sont impliqués dans le transport maritime international. Et donc, pour un besoin de cohérence global sur la circulation des conteneurs, la CSC apparaît comme un élément en pâte de sécurité très important. C'est également un élément de modernisation. Rappelons que plusieurs sociétés intervenant dans le port, notamment la marine marchande, la douane et celles concernées par la conteneurisation et le transport intermodal, ont pris part à cette activité.

Prosper Mabonzo

VIE ASSOCIATIVE

Le centre ASI « Ndako ya Elykia » abrite une journée portes ouvertes

La journée a eu lieu le mardi 27 mai au centre de l'association Action de Solidarité Internationale (ASI) « Ndako ya Elykia » situé dans le troisième arrondissement Tié-Tié.

Expliquant ainsi l'importance de cette journée, Marcel Van Opstal a indiqué qu'elle était organisée dans le cadre de la célébration du premier anniversaire du lancement officiel du projet de formation et d'insertion professionnelle des jeunes filles en situation de rue, mis en œuvre par l'ONG française ASI, en collaboration avec ses deux partenaires



Vue des participants.

congolais notamment les Compagnons Artisans de Don Bosco (CADB) et le Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (Reiper). « Parmi les sujets prioritaires identifiés par l'Union européenne se situe la lutte contre l'exclusion sociale des populations en situation de vulnérabilité ; notamment dans un contexte économique où la situation de ces populations tend à se dégrader. Marquer la première année d'exécution de ce projet, c'est également tirer un bilan de cette action encourageante qui a déjà permis la prise en charge de 129 bénéficiaires dont 80 se situent dans les centres, et plus de la moitié ont démarré une formation professionnelle », a-t-il déclaré. Pour leur part, Jean Pierre Dzon-

dault, directeur départemental de la santé, et Marie Thérèse Loemba, directrice départementale des affaires sociales du département de Pointe-Noire, ont rendu un hommage à l'ONG ASI et ses promoteurs pour l'accueil, la formation et l'intégration des jeunes filles de rue, prônés par cette association. « La prise en charge des jeunes filles en situation de rue et de vulnérabilité permet de prendre en main leur destin et de construire leur propre projet de vie. Créer un poste de santé au sein du centre ASI Ndako Elykia permettra aux jeunes filles mères de prendre soin de leurs enfants, de pratiquer l'allaitement maternel exclusif de 0 à 6 mois, de faire vacciner leurs enfants et de se prévenir du paludisme et du

VIH/sida et autres », ont-ils déclaré.

Créée en 1983, ASI est une ONG d'intérêt général, apolitique et non confessionnelle. Elle intervient depuis 2006 en République du Congo dans le cadre d'un programme de prise en charge des jeunes filles en situation de rue et de vulnérabilité à Brazzaville. Il s'agit essentiellement de jeunes filles en situation de prostitution, dont les risques liés à leurs activités les amènent à faire partie des personnes les plus vulnérables. Au nombre des personnalités présentes à cette cérémonie, on peut citer Marcel Van Opstal, ambassadeur de l'Union européenne en République du Congo.

Séverin Ibara

COUPE D'AFRIQUE DES VAINQUEURS DE COUPE/HANDBALL

Abo sport qualifiée pour les demi-finales

Progresso-Petro, FAP/Abo sport, telles sont les affiches des demi-finales. Les quatre équipes se sont illustrées, le 26 mai au Gymnase d'Oyo, à l'issue des quarts-de-finale de cette trentième Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe.

Ce jour-là, le public a vécu des quarts-de-finale très attrayantes et pleines de suspens car, à cette étape de la compétition, il n'y avait plus rien à perdre. Et toutes les équipes jouaient leur va tout pour arracher le ticket des demi-finales.

Sur trois représentants congolais en version féminine, une seule équipe congolaise est qualifiée en demi-finale : Abo sport s'est distinguée à l'issue du duel qui l'opposait à Inter. Ce match dont le suspens a duré jusqu'à la 59^e minute (29-29) a été gagné à

la fin par Abo sport, 31-29. Le tenant du titre, Petro Atletico d'Angola, s'est imposé devant Asel, 34-27. En matinée, Progresso d'Angola s'est imposé face à TKC du Cameroun, 26-33, et FAP du Cameroun s'est disposé de Phoenix du Gabon, 30-15. Progresso a affronté Petro hier soir en première demi-finale avant le match Abo/FAP qui s'est joué à 21h. La finale de cette compétition se joue demain 29 mai.

Cependant pour les matchs de classement, Inter a laminé Phoenix, 31-19 et Asel a battu TKC, 29-28. Inter et Asel ont disputé les 5^e et 6^e places TKC/Phoenix pour la 8^e et 9^e place, le 27 mai.

Patronage remonte à la quatrième place du classement provisoire

Chez les messieurs, Patronage a réalisé sa deuxième victoire en battant Volcan du Cameroun, 36-33. Lundi, trois matchs se sont joués : Salinas du Gabon s'est imposé face à Volcan du Cameroun, 28-27 ; Espérance sportive de Tunis a écrasé Aspac du Bénin, 43-25 ; et Al Ahly a battu FAP du Cameroun, 28-18.



Un extrait du duel Asel/Petro. "adiac" Charlem Léa Legnoki

PRÉLIMINAIRES CAN 2015

Les Diables rouges promettent la qualification

Le Onze national se dit prêt à prendre sa revanche sur la Namibie, le 1er juin à Pointe-Noire, pour se faire une place au tour suivant des préliminaires de la compétition.

Les joueurs ont exprimé leur rage de vaincre lors de la descente effectuée par le ministre des Sports et de l'Éducation physique, Léon Alfred Opimbat. « C'est vrai que nous n'avons pas fait un grand match à l'aller. Mais au retour nous n'allons pas décevoir », a promis le défenseur central, Maël Lépicier, au sortir de la séance d'entraînement du 26 mai.

Les Diables rouges sont déterminés à remporter la bataille de la qualification au tour suivant des préliminaires de la compétition qui se disputera l'an prochain au Maroc. Vaincus au match aller 0-1 par la Namibie, le Onze national entend renverser la vapeur au match retour ce dimanche 1er juin au complexe sportif de Pointe-Noire.

Une promesse qui doit à tout prix se réaliser pour éviter de sortir prématurément de la course vers la Coupe d'Afrique des Nations 2015. C'est d'ailleurs pour cette raison que Léon Alfred Opimbat en compagnie des responsables de la Fédération congolaise de football et du staff technique, ont passé au peigne fin toutes les stratégies pour pousser les Diables à la victoire. « Nous

sommes venus pour que vous nous fassiez part de vos préoccupations. (...) Ce qui est vrai c'est que nous avons réuni toutes les conditions possibles pour que la qualification soit de notre côté », a indiqué Léon Alfred Opimbat. Une manière pour lui de dire que la balle est désormais dans le camp des joueurs. Ces derniers sont conscients qu'ils n'ont pas droit à l'erreur.

À en croire Prince Oniangué, l'une des pièces maîtresse du groupe qui n'a pas disputé le match aller, les Diables rouges n'imaginent pas concéder un match nul, ni encore perdre. Leurs yeux sont donc rivés sur la victoire. « Les matchs des éliminatoires ne rentrent pas dans le compte des journées Fifa. Les clubs n'ont donc pas voulu nous libérer facilement. Et, si nous sommes venus, c'est pour défendre valablement les couleurs du pays. Nous sommes déterminés à faire en sorte que les nouvelles pages du football congolais soient meilleures que les précédentes », a-t-il indiqué.

Un discours d'espoir et d'engagement acclamé par l'ensemble du groupe constitué entre autres de Delvin Ndinga, Fodé Doré, Marvin Baudry, Ladislav Douniama, et le portier Christopher Mafoumbi, venus de l'extérieur. Étaient à côté d'eux, plusieurs autres joueurs évoluant au championnat national d'élite 1 notamment, Sagesse Ba-



Prince Oniangué s'exprimant au nom de tous les joueurs crédit photo Adiac

bélé, Boris Moubio, Césaire Ngandzé, Bissiki maniokélé, Chancel Massa (AC Léopards), Hardy Binguila (Diables noirs), Sylver Ngavoula (Patronage Sainte Anne)...

Le public doit jouer sa partition

Pour parvenir à la qualification au tour suivant de ces préliminaires, les Diables rouges devront être

poussés par le douzième homme qui est le public. Celui-ci a un rôle non négligeable à jouer dans la motivation des joueurs qui, sur la pelouse, doivent commencer par remonter le but encaissé au match aller avant d'en inscrire d'autres si possible. Le public de Pointe-Noire a toujours su le faire toutes les fois que l'équipe nationale a livré des rencontres. Aux séances d'entraînement de

toute cette semaine, les gradins de la tribune officielle étaient presque comblés. Autant dire que le jour du match contre la Namibie, le stade sera plein comme un œuf. On espère donc que le public sportif congolais se comportera en supporters plutôt qu'en simples spectateurs qui ne donnent de la voix que lorsqu'il y a un but.

Rominique Nerplat Makaya

CHAMPIONNAT NATIONAL LIGUE 2

La JSP plus forte pour ses adversaires

La Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP) a signé le 26 mai au stade Alphonse-Massamba-Débat, sa septième victoire en autant de matchs en l'emportant sur la formation d'Ajax de Ouenzé sur un score de 2-1 en match comptant pour la huitième journée du championnat national Ligue 2.

Au début de la saison, la JSP avait pris rendez-vous avec l'histoire : assurer sa montée à l'élite après l'échec l'an dernier où elle s'est vu privée des barrages

alors qu'elle avait le même nombre de points qu'Ajax de Ouenzé mais qu'elle était distancée par la différence des buts. L'équipe du troisième arrondissement ne veut pas se laisser piéger cette saison. Elle est en train de poser les bases de son ambition. Elle présente un bilan irréprochable : sept victoires pour autant de matchs, 19 buts marqués contre 2 encaissés. Son joueur Faustin Mavandal Alias Nganga est le meilleur buteur de la compétition avec six buts.

Sa force même en ayant un match en retard, est qu'elle distance de très loin ses poursuivants. La JSP a 21 points, suivie de JS Ollombo, 15 points, et de Cuvette FC, 12 points. Les joueurs de JSP ont rendu la fierté à leur président d'honneur, le colonel Rémy Ayayos Ikounga, en s'imposant devant Ajax de Ouenzé, une équipe dont la réputation n'est plus à présenter.

Ajax de Ouenzé ne méritait pas d'être à ce niveau si l'on s'appuie sur son match

de barrage qui l'a opposé à Interclub au début de la saison et à ses performances passées au championnat national. Face à elle, l'équipe de Poto-Poto a démarré la rencontre sur les chapeaux de roue. Lionel Tchikonkolo se signalait dès la 5^e minute pour l'ouverture du score. Même schéma à la reprise quand Guy Chanel Danga alourdit le score pour JSP à la 55^e minute avant que Loïc Tsaty ne sauve l'honneur pour l'équipe de Ouenzé. Mais après cette réduction, la JSP était sérieusement ballottée. Elle n'a toutefois pas plié un seul instant. « Je savais que cela devrait être un match difficile parce que Ajax a une bonne équipe que je respecte et ils ont de bons jeunes. Le match était très dur surtout pour moi où j'ai joué plus bas. Ajax m'a vraiment assiégré. Pour

faire la différence face à cette équipe, il fallait jouer sur les côtés. Quand nous avons pris l'avantage au score, il fallait fermer. Pour bien défendre il fallait jouer haut, mais les enfants n'ont pas compris les consignes », a indiqué Jacques Tsana, le coach de JSP qui veut maintenant gérer les matchs tel qu'ils se présentent. En rappel pour son premier match de la compétition, l'équipe dirigée par Cédric et Stévy Talantsi, respectivement président et vice-président de la section football, avait écrasé Club 57, 4-0 avant de l'emporter sur Inter espoir, 2-0 et de battre Ekyembongo de Mossaka, 3-1 à Owando. Lors de son quatrième match, elle a atomisé ASK de Kinkala, 4-0 avant de venir à bout d'Oyornax, 3-0 et de JS Ollombo, 1-0.

James Golden Eloué



Devant Ajax de Ouenzé, les joueurs de JSP ont été plus réalistes. (Photo Adiac)

FOOTBALL

Des stratégies pour améliorer l'arbitrage congolais

Le cours organisé du 19 au 23 mai au centre technique d'Igné n'avait pour principal objectif que l'amélioration de la qualité de l'arbitrage congolais. Trente et un participants, dont quatorze arbitres Fifa, ont participé à des cours théoriques et pratiques animés par deux instructeurs Fifa et huit de la Fédération congolaise de football. Ils ont échangé sur les différents thèmes notamment le comportement anti-sportif, la gestion du match, le hors-jeu, les techniques d'arbitrage. Avant les cours, les arbitres congolais ont eu droit à un test physique. Selon le directeur du stage, Iwangou Ahyi Mabick, trois arbitres internationaux plus un fédéral n'ont pas réussi ce test, précisant que la moyenne enregistrée au cours de ce stage variait de 13,66 à 7,66.

J.G.E.